



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

43^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Comité permanent des pêches et des océans

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 014

Le mardi 11 août 2020

Président : M. Ken McDonald



Comité permanent des pêches et des océans

Le mardi 11 août 2020

• (1205)

[Traduction]

Le président (M. Ken McDonald (Avalon, Lib.)): Je déclare la séance ouverte. Bienvenue à la 14^e réunion du Comité permanent des pêches et des océans.

Conformément à l'ordre de renvoi du mardi 26 mai 2020, au paragraphe 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le mardi 25 février 2020, le Comité reprend son étude sur l'état du saumon du Pacifique.

La réunion d'aujourd'hui a lieu par vidéoconférence. Les délibérations sont publiques et sont accessibles sur le site Web de la Chambre des communes. Je tiens à souligner que, durant la webdiffusion, on verra la personne qui parle plutôt que l'ensemble du Comité.

Les membres réguliers le savent maintenant, mais, en guise de rappel et au bénéfice des témoins qui participent à une réunion virtuelle d'un comité de la Chambre des communes pour la première fois, je tiens à vous rappeler quelques règles.

Pour commencer, l'interprétation dans le cadre de la présente vidéoconférence fonctionnera pas mal comme on le fait déjà durant les réunions régulières du Comité. Vous avez le choix, en bas de votre écran, du parquet, de l'anglais ou du français. Tandis que vous parlez, si vous prévoyez passer d'une langue à l'autre, vous devez aussi modifier le choix d'interprétation afin qu'il corresponde à la langue que vous parlez. Je vous conseille de prendre une petite pause lorsque vous passez d'une langue à l'autre.

Avant de prendre la parole, veuillez attendre que je dise votre nom. Lorsque vous êtes prêt à parler, vous pouvez cliquer sur l'icône du microphone pour activer votre micro.

Si des membres veulent invoquer le Règlement, ils doivent activer leur micro et déclarer qu'ils invoquent le Règlement.

Si un membre veut intervenir relativement à un rappel au Règlement soulevé par un autre membre, je l'encourage à utiliser la fonction « main levée ». Pour ce faire, il faut cliquer sur « participants » au bas de l'écran. Lorsque la liste s'affiche, vous verrez que, à côté de votre nom, vous pouvez cliquer sur « lever la main ». En tant que président, je saurai ainsi que vous voulez parler, et les noms seront placés en ordre chronologique. Lorsque vous ne parlez pas, vous devez mettre votre micro en sourdine.

L'utilisation des casques d'écoute est fortement recommandée.

Pour terminer, lorsque vous intervenez, veuillez parler lentement et clairement.

Si des problèmes techniques surviennent, comme, par exemple, un problème d'interprétation ou un problème de son, veuillez le dire

immédiatement au président, et l'équipe technique s'efforcera de s'en occuper. Il convient de souligner que nous devons peut-être suspendre la réunion en cas de problème puisque nous devons nous assurer que tous les membres peuvent participer pleinement.

Avant de commencer, je demande à toutes les personnes présentes de cliquer dans le coin supérieur droit de leur écran pour s'assurer que le mode d'affichage est Galerie. De cette façon, vous devriez voir tous les participants en même temps. On s'assure ainsi que tous les participants à la vidéoconférence se voient l'un l'autre.

Je tiens maintenant à souhaiter la bienvenue à nos témoins d'aujourd'hui.

Nous accueillons Alexandra Morton, biologiste indépendante de la Pacific Coast Wild Salmon Society. Nous entendrons aussi Ken Pearce, de la Pacific Balance Pinniped Society ainsi que Dustin Snyder, directeur des programmes de rétablissement des stocks de la Spruce City Wildlife Association.

Nous accueillons aussi un témoin que nous sommes habitués à voir assis de l'autre côté de la table et pour qui, j'en suis sûr, nous éprouvons tous le plus grand respect. Fin Donnelly est le président du conseil d'administration de la Rivershed Society of British Columbia.

Bien sûr, Mme May, députée de Saanich—Gulf Islands, du Parti vert, se joint à nous aujourd'hui.

Je suis très heureux de vous voir aussi, madame May. Encore une fois, je suis sûr que tous ici présents ont pour vous le plus profond respect.

Nous allons maintenant commencer.

Madame Morton, vous avez six minutes ou moins, s'il vous plaît.

Mme Alexandra Morton (biologiste indépendante, Pacific Coast Wild Salmon Society, à titre personnel): Je vous parle du territoire des Namgis, ici, sur la route migratoire du saumon sockeye du Fraser, et je tiens à commencer par dire que je suis reconnaissante de la réaction du gouvernement du Canada à la COVID-19. Il n'y a aucun autre pays où je préférerais me trouver à l'heure actuelle.

Pour l'instant, la politique suit le rythme des nouvelles données scientifiques sur un nouveau virus. Cependant, ce n'est pas le cas lorsqu'il est question des migrations de saumon d'importance nationale. Si la pêche était le principal moteur de l'extinction des montaisons de saumon, le fait que la plupart des pêcheries de saumon ont été de plus en plus suspendues au cours des dernières années aurait entraîné une augmentation des montaisons. De plus, dans l'une des régions où il y a le plus d'élevages de la côte, l'archipel de Broughton, le saumon sauvage est en déclin dans les bassins hydrographiques touchés ou non par l'exploitation forestière.

Pour une quelconque raison, le gouvernement du Canada fait fi des avertissements critiques selon lesquels les élevages de saumon sont néfastes pour les montaisons de saumon sauvage. Ces avertissements viennent du Bureau du vérificateur général, de Mona Nemer, la première conseillère scientifique du Canada et de la commission Cohen de Stephen Harper, qui recommandait l'interdiction des élevages de saumon dans les îles Discovery, sauf si la ministre Bernadette Jordan peut démontrer, d'ici le 30 septembre de cette année, que le risque associé à ces élevages est minime. Cependant, elle ne pourra pas le faire.

L'automne dernier, Jonathan Wilkinson, alors ministre des Pêches, a annoncé que les remontes de saumon rouge étaient à leur plus bas dans l'histoire du pays. Cependant, malgré tout, le 1^{er} mars de cette année, le MPO a accordé aux élevages de saumon la permission d'avoir un nombre illimité de poux du poisson. On peut prévoir que 99 % des jeunes saumons rouges du Fraser sur leur route migratoire ont été infectés par des niveaux de poux du poisson qui, nous le savons, réduiront leur taux de survie. Le saumon sauvage ne réussit tout simplement pas à traverser les élevages de saumon pour retourner à l'océan.

Le 30 juillet, nous avons constaté que le saumon rouge qui tentait de passer par Port Hardy est infecté par quelque 42 poux par poisson en moyenne. Ces poissons font 10 centimètres de longueur et ont 42 poux. Si la tendance se poursuit, il n'y a rien que vous pourriez faire pour accroître leur survie. Vous devez composer avec le problème de la pisciculture du saumon. Les saumons rouges infectés par le pou du poisson cette année sont le cycle dominant. Ce sont les poissons dont les Premières Nations de la région du Fraser et les pêcheries commerciales dépendent, et nous connaissons les résultats de cette infection en 2022.

Puis, il y a la situation du réovirus pisciaire, le RVP. Un laboratoire du MPO affirme que le virus est naturellement présent en Colombie-Britannique, qu'il pose un faible risque et qu'il ne faut pas s'inquiéter, mais un autre laboratoire du MPO affirme que c'est un risque important pour le saumon du Pacifique. Les recherches universitaires révèlent qu'il ne s'agit pas d'un virus indigène à la côte de la Colombie-Britannique puisqu'il vient de l'Atlantique. Mais ma recherche révèle que le virus se répand.

En 2018, l'État de Washington a interdit le saumon d'élevage infecté au RVP parce qu'il constitue un trop gros risque pour le saumon sauvage. Par conséquent, les élevages de l'État de Washington sont vides, parce que les entreprises n'ont pas accès à des poissons propres pour peupler leurs enclos. Ici, en Colombie-Britannique, l'industrie a dit à la Cour fédérale du Canada qu'elle serait gravement touchée par l'interdiction d'élever le saumon infecté au RVP. Par conséquent, les responsables des politiques du MPO ont décidé que le virus était indigène et constituait un faible risque. Si vous ne voyez pas là un scandale, c'est parce que vous ne regardez pas.

Les élevages de saumon ont la plus grande incidence sur le saumon sauvage depuis les glaciers, et c'est une situation qu'on peut éliminer totalement. Le seul endroit sur la côte où le pou de mer régresse, c'est dans l'archipel de Broughton, où les Premières Nations ont éliminé plusieurs millions de saumons de l'Atlantique d'élevage.

Voici mes recommandations. Vous devriez créer un directeur du saumon sauvage dans la région du Pacifique. Nous avons besoin d'un représentant au niveau de la haute direction du MPO dont tout le travail consiste à assurer le rétablissement du saumon sauvage, et il faut le faire en partenariat avec les Premières Nations. Vous devriez exiger l'élimination de tous les élevages de saumon de l'océan,

en commençant par ceux qui se trouvent sur les principales routes migratoires. On attirerait ainsi d'importants investissements sur terre, parce que l'infrastructure pour cette industrie est déjà là.

● (1210)

De plus, s'il vous plaît, tirez parti du travail scientifique remarquable effectué au sein du MPO qui permet de lire le système immunitaire des poissons, qui permet aux poissons de nous parler, de nous dire à quel endroit nous leur causons du tort et de quelle façon et si nous améliorerons ou empirons les choses. Puis, les poissons eux-mêmes guideront leur propre rétablissement.

Si le Canada adopte cette façon de faire, une réconciliation vraiment significative peut commencer. Nous avons commencé immédiatement la lutte contre les changements climatiques en augmentant de façon importante la croissance annuelle des forêts, et tous les pays producteurs de poisson du monde viendront au Canada apprendre comment nous y sommes arrivés.

Merci beaucoup de m'avoir permis de comparaître aujourd'hui.

Le président: Merci.

Nous allons maintenant passer à M. Pearce, pour six minutes ou moins.

M. Ken Pearce (Pacific Balance Pinniped Society): Pour commencer, je tiens à vous remercier de tout cœur de m'avoir invité. J'estime qu'il s'agit d'un honneur de représenter les plus de 300 000 Britanno-Colombiens qui sont préoccupés par le déclin rapide des stocks de saumons. Je vais mettre l'accent sur le déclin du saumon quinnat, du saumon coho et de la truite arc-en-ciel. Toutes les études que j'ai utilisées sont fondées sur la situation dans le détroit de Georgie et la mer des Salish.

Pour ce qui est de mes antécédents, j'ai participé à la pêche commerciale à la palangre du flétan et à la senne du saumon de 1962 à 1967 sur l'un des principaux bateaux exploités sur la côte à l'époque. Mon travail m'a permis de payer mes études à l'Université de la Colombie-Britannique. Je suis un fervent pêcheur sportif. J'ai pêché sur la plupart des fleuves et rivières de la Colombie-Britannique, tant le saumon que la truite arc-en-ciel, et je suis très actif dans le domaine de la pêche sportive en eau douce et en eau salée. Mes petits-fils font partie de la quatrième génération de la famille qui s'adonne à la pêche sportive. Mon fils a pêché à la senne pendant neuf ans sur le *Queens Reach*, l'un des principaux bateaux de pêche sur la côte, et il travaille maintenant pour le MPO à Nanaimo, sous la direction de Wilf Luedke.

Depuis 40 ans, notre famille a un camp de chasse à Canoe Pass à l'embouchure du fleuve Fraser, et nous sommes très au fait de ce qui se passe dans la vallée du bas Fraser.

Passons maintenant au sujet qui intéresse la Pacific Balance Pinniped Society, soit les pinnipèdes sur la côte de la Colombie-Britannique et leurs répercussions sur les jeunes saumons quinnat, les saumoneaux coho et les petites truites arc-en-ciel qui migrent et les adultes qui reviennent. Notre mission est de rétablir l'équilibre des pinnipèdes pour aider le retour de notre saumon.

Nos données scientifiques à l'appui viennent dans un premier temps de Brandon Chasco et de la National Oceanic and Atmospheric Administration, la NOAA. Mentionnons aussi notre Fondation du saumon du Pacifique et son projet de survie marine dans la mer des Salish. M. Carl Walters, de l'Université de la Colombie-Britannique, est un ardent défenseur de notre groupe, tout comme Ben Nelson, lui aussi de l'UBC.

Je cite aussi des articles publiés dans le Columbia Basin Bulletin et des données de Peter Olesiuk, employé à la retraite du MPO, qui a fait tous les dénombrements touchant les pinnipèdes, et notre plan de gestion intégré des pêches, le PGIP. Il est trop volumineux pour que je le passe en revue ici. Il a été présenté au MPO il y a environ deux ans et demi pour composer avec ce problème, et nous faisons très peu de progrès au sein du MPO.

Je tiens à remercier tout spécialement Mel Arnold de participer au dossier. Il nous a beaucoup aidés à faire avancer les choses.

Pour ceux qui ne sont pas au courant, je vais rapidement fournir certaines statistiques sur les pinnipèdes. Les données viennent des publications de Peter Olesiuk. La population des phoques au début des mesures de protection prises en vertu de la Marine Mammals Protection Act en 1972 — et tout cela est lié au détroit de Georgie — s'élevait à 7 000 bêtes. Il y en a actuellement 48 000. En 1972, il y avait environ 10 000 otaries de Steller et, à l'échelle de la côte, il y en a maintenant 48 000. Pour ce qui est des otaries de Californie, j'ai seulement une estimation, puisqu'il n'y a pas d'études détaillées accessibles, et on parle de 20 000.

La consommation de saumoneaux par les pinnipèdes est notre principal intérêt. La consommation, comme on l'affirmait dans le cadre du projet de survie marine de la mer des Salish de la Fondation du saumon du Pacifique est de 30 à 45 % des saumoneaux; c'est moins pour le saumon quinnat et plus pour le saumon coho. M. Chasco, de la NOAA et les études de King Salmon Forever révèlent que les pinnipèdes consomment jusqu'à 80 % des saumoneaux de saumon quinnat. Ces études révèlent un taux de consommation d'environ 27 millions de jeunes saumons quinnat par année et de 10 millions de jeunes saumons coho par année. Il n'y a pas de données accessibles sur les petites truites arc-en-ciel qui migrent, même si les stocks ont chuté de façon marquée au cours des 15 dernières années et, comme en témoignent les montaisons sur les rivières Thompson et Chilcotin, les montaisons sont quasiment réduites à néant.

Si cette consommation était réduite de 50 % et à la lumière des taux de survie à long terme historiques des adultes de 3 à 5 %, qui s'élèvent actuellement à 1 % en raison des immenses populations des pinnipèdes, de quelle façon cela pourrait-il aider au rétablissement des populations de saumon quinnat et coho? Par exemple, j'ai utilisé une moyenne des études précitées et utilisé un taux de consommation de 60 %.

• (1215)

Voici les chiffres: 27 millions de saumoneaux quinnat, multipliés par 60 %, équivalent à 16 200 000 survivants de plus, multipliés par 3 % des adultes survivants, ce qui donne 486 000 saumons quinnat de plus, et cela n'est que pour le système du détroit de Georgie.

Si on applique le même calcul aux 10 millions de saumoneaux coho qui partent chaque année, cela représente le retour de plus de 300 000 adultes de plus.

En ce qui concerne la consommation de saumons quinnat adultes, les seules études actuelles que j'ai pu trouver ont été publiées par le Washington Department of Fish and Wildlife. Les résultats sont les suivants: de trois à cinq adultes qui retournent sont mangés chaque jour dans le fleuve Columbia. Puisqu'ils se trouvent jusqu'à 5 000 otaries dans le fleuve Columbia, cela ajoute de 15 000 à 25 000 adultes par jour.

Je n'arrive pas à trouver d'études sur la consommation à même le fleuve Fraser pour les phoques ou les otaries, mais selon mon estimation, la consommation adulte des phoques dans le fleuve Fraser pourrait être la suivante: 5 000 phoques dans le fleuve multiplié par deux saumons quinnat par semaine égalent 10 000 par semaine.

La même logique s'appliquerait aux saumons coho et aux truites arc-en-ciel adultes dans les fleuves.

Je vais rapidement mettre en lumière quelques études additionnelles qui appuient ces chiffres...

• (1220)

Le président: Merci, monsieur Pearce. Vous avez passablement dépassé les six minutes allouées.

Si vos notes d'allocation ont été fournies au président, je suis sûr que nous y aurons tous accès. Tout ce qui n'a pas été abordé le sera dans les questions posées dans quelques minutes, je l'espère. Donc, je vous remercie.

Passons maintenant à M. Snyder, pour six minutes ou moins, je vous prie.

M. Dustin Snyder (directeur, Programmes de rétablissement des stocks, Spruce City Wildlife Association): Merci, monsieur le président.

Aujourd'hui, je vais parler de l'état du saumon en Colombie-Britannique, en me fondant sur mon expérience concernant le saumon quinnat de printemps et d'été dans le mi-Fraser ou le haut Fraser. Malheureusement, je suis ici aujourd'hui pour vous dire que ce n'est pas un problème nouveau. Les résidents du haut Fraser ont vu les populations de saumon devenir de simples souvenirs pendant près de 20 ans.

Les populations de saumon qui ont déclenché la commission Cohen, les évaluations du COSEPAC et la politique concernant le saumon sauvage continuent de diminuer. Le ministère a presque abandonné notre secteur, nous laissant avec de vieilles données scientifiques, un manque de données et une pénurie de personnel et de ressources. Cela a entraîné un manque de saumon, situation dont de nombreuses personnes au ministère sont inconscientes.

Étrangement, le glissement rocheux de Big Bar n'a pas eu que des inconvénients. Même si le glissement a enfoncé un clou de plus dans le cercueil des stocks du haut Fraser, l'avantage, c'est qu'il y a maintenant une conversation qui se passe. En plus de la fermeture de la pêche au saumon quinnat dans de nombreuses collectivités côtières, le reste de la province et le ministère dans son ensemble remarquent maintenant ce que les gens des localités ici disent depuis des années: le saumon disparaît.

Le ministère, les Premières Nations, la province et la collectivité doivent travailler ensemble pour faire avancer cette question. Aucune organisation ne pourra le faire seule. C'est une question complexe, et il n'y a pas de solution miracle. Le saumon disparaît petit à petit.

On devra prendre des engagements à long terme qui comprendront un plan de recouvrement et des cibles de conservation, autrement nous verrons des populations disparaître. Je signale aussi que certaines populations dans le haut Fraser sont déjà disparues. Malheureusement, dans certains cas, l'existence de ces populations n'était connue que de certaines personnes, et elles étaient très peu nombreuses. Maintenant, elles ont disparu. Nous ne saurons jamais si elles présentaient, d'une façon ou d'une autre, un profil génétique unique ou spécial.

J'aimerais dire quelque chose au sujet de la pêche, de l'habitat, et des écloseries. Même si nous savons que la pêche a été réduite dans un effort pour aider ces stocks, selon de nombreux rapports, ces stocks en péril et menacés dans le haut Fraser montrent une tendance à la baisse qui continuerait même en l'absence de pêche. Les données sur les saumons marqués avec des fils de fer codés ici datent de plus de 20 ans, et on sait qu'elles sont incomplètes et ne satisfont pas aux exigences d'un stock indicateur; pourtant, on continue de les utiliser pour prendre des décisions. L'information génétique sur le haut Fraser est également lacunaire et doit être mise à jour. Pour terminer sur ce point, les résidents du haut Fraser ne se sont pas vu offrir l'occasion de prendre part aux pêches depuis plus de 10 ans. Nos Premières Nations locales n'ont que rarement, voire jamais, l'occasion de pêcher, depuis de nombreuses années. Malgré tout, la pêche sportive est pratiquée dans l'environnement maritime, et la pêche des Premières Nations se fait dans le mi-Fraser pour ces stocks.

L'habitat est une question délicate. Même si la province gère le territoire, le fédéral gère le poisson. L'habitat devra faire l'objet d'une collaboration. Dans le haut Fraser, de nombreuses zones ne nécessitent aucun travail sur l'habitat. Toutefois, ces zones sont vulnérables à la dégradation riveraine. Après la récolte du bois d'une zone, ou si un incendie a fait des ravages, il n'y a pas de stratégie provinciale pour faire croître une forêt saine et résiliente qui pourrait non seulement assurer un avenir économique solide, mais nous aider à atteindre ces cibles de conservation également. Cette conversation doit se tenir avec toutes les parties prenantes. Même l'agriculture peut avoir des répercussions énormes sur la santé des zones riveraines.

Enfin, par rapport aux écloseries, les types nécessaires pour la reconstitution des stocks ne sont pas les écloseries ordinaires qui produisent des tonnes de poisson. Je parle des écloseries de conservation qui utilisent des modèles d'amélioration stratégique, y compris des relâchements à diverses étapes de vie. La réaction instinctive, soit celle de produire le plus de poissons possible, comme dans le cas de l'installation de Willow River proposée et annulée, n'est plus la solution.

La création d'une grande écloserie dans le haut Fraser ne sera plus logique sur le plan financier ou pratique. Les stocks sont si bas que je crois que nous aurions besoin de plusieurs petites installations. Grâce aux investissements et aux conseils du MPO, les partenaires de la collectivité et des Premières Nations seront en mesure de faire progresser les installations et de tirer profit du financement supplémentaire afin d'accroître ces programmes.

Je peux fournir quelques chiffres récents et un exemple rapide pour expliquer pourquoi une grande installation ne fonctionnera plus. Lorsque l'installation de Willow River a été annulée, la rivière Holmes voyait revenir plus de 4 000 saumons quinnat. Depuis 2003, les retours n'ont surpassé que deux fois 2 000 saumons, atteignant parfois aussi peu que 200 retours. C'était avant Big Bar. L'an

dernier, en raison de Big Bar, cette rivière a vu revenir moins de 30 poissons. La rivière Chilako a déjà abrité plus de 1 000 saumons quinnat, et elle eu a du mal au cours des dernières années à dépasser les 2 chiffres, avec un retour record de 12 l'an dernier. Enfin, la rivière Endako, que la Spruce City Wildlife et le Carrier Sekani Tribal Council tentent de reconstituer ensemble, a fait l'objet d'une évaluation de l'habitat selon laquelle elle pouvait soutenir le retour de plus de 1 000 saumons; pourtant, la moyenne s'est située à 30 au cours des cinq dernières années. Les installations majeures ne peuvent pas fonctionner avec ces petits chiffres. C'est trop tard pour agir.

Bien sûr, Big Bar a une fois de plus décimé ces stocks déjà vulnérables. Les changements climatiques modifient les débits de nos rivières, ainsi que la qualité, la quantité et la température de l'eau. Les incendies ont retiré de grandes portions de forêts nécessaires pour freiner les sédiments et absorber l'eau de pluie et la fonte des neiges. Il faudra améliorer la surveillance de ces situations et la rendre plus conforme si nous ne voulons pas nous retrouver à l'avenir devant une autre situation comme celle de Big Bar où, encore une fois, elle passera inaperçue et où, encore une fois, les stocks souffriront.

• (1225)

La surveillance actuelle des stocks consiste en un dénombrement des poissons dans certains cours d'eau associé à la cartographie du déclin. C'est un excellent modèle pour gérer l'extinction. Je souligne qu'il n'est pas trop tard pour reconstruire, mettre à jour les données scientifiques et apporter ces changements afin d'aider ces poissons à se repeupler, mais nous devons travailler avec les poissons et ensemble, non pas contre eux et non pas les uns contre les autres. Chaque année gaspillée rendra le problème plus difficile à régler et beaucoup plus coûteux.

J'aimerais profiter de l'occasion pour vous remercier tous d'être présents aujourd'hui.

Le président: Merci, monsieur Snyder.

Passons maintenant à M. Donnelly, pour six minutes ou moins.

M. Fin Donnelly (président du conseil d'administration, Rivershed Society of British Columbia): Merci, monsieur le président.

Je vous remercie de me donner l'occasion de présenter un exposé au Comité permanent concernant l'état du saumon du Pacifique. Je m'appelle Fin Donnelly, et Iyim Yewyews est mon nom squamish. Je suis président du conseil d'un organisme de bienfaisance sans but lucratif appelé le Rivershed Society of British Columbia, que j'ai fondé en 1996 après avoir traversé pour la première fois à la nage tous les 1 375 kilomètres du fleuve Fraser, un des meilleurs fleuves à saumon au monde.

Le Fraser est un fleuve du patrimoine canadien et de la Colombie-Britannique, un des cours d'eau les plus diversifiés de l'Amérique du Nord, qui couvre 10 des 14 zones biogéoclimatiques de la Colombie-Britannique, et il abrite le quart des Britanno-Colombiens. Il alimente les deux tiers de l'économie de la Colombie-Britannique et est connu comme le cœur et l'âme de la Colombie-Britannique.

Nous considérons le Fraser comme le cours d'eau le plus résilient de la planète, le saumon, les gens et les économies florissant dans des collectivités alimentées par le fleuve. Notre mission est de conserver, de protéger et de restaurer les 34 bassins du fleuve Fraser. Nous appelons cette mission le CPR du bassin hydrographique — conserver, protéger et restaurer.

Nous ne pouvons avoir de saumons sains et de migrations de saumon si nous n'avons pas de bassins hydrographiques sains. Actuellement, le Fraser est menacé par des effets cumulatifs: un climat changeant; la surconsommation des ressources; la destruction de l'habitat attribuable à l'étalement urbain et à l'extraction des ressources; la perte de la biodiversité; la pollution excessive; l'absence de réglementation, de surveillance et d'application de la loi; la réduction du financement pour la mission CPR du bassin hydrographique; et les répercussions des fermes salmonicoles en parcs à filet.

Vu l'inaction du gouvernement par rapport à la mission CPR du bassin hydrographique, le saumon du fleuve Fraser est en mode survie. Nous croyons que le gouvernement fédéral doit prendre des mesures audacieuses et investir dès maintenant dans cette mission. Il doit travailler avec le gouvernement de la Colombie-Britannique, les gouvernements autochtones, les scientifiques et les universitaires, les organisations de conservation comme la nôtre, les pêcheurs et les groupes de travailleurs, les collectivités côtières et d'autres pour conserver, protéger et restaurer l'habitat du saumon.

J'aimerais reconnaître les mesures prises par le ministre relativement au glissement rocheux dévastateur à Big Bar et le remercier d'en avoir fait une priorité. J'aimerais également remercier le gouvernement fédéral d'avoir fourni les ressources nécessaires pour faire face à l'urgence de Big Bar. Cependant, il reste des enjeux clés si la tendance à la baisse des retours de saumon sauvage du Pacifique doit être renversée.

Le gouvernement fédéral doit s'engager à prendre des mesures audacieuses maintenant avant qu'il ne soit trop tard. La situation difficile à laquelle le saumon sauvage de la côte Ouest fait face n'est rien de nouveau. Je me rappelle que, en 2009, moins de 600 000 saumons rouges sont retournés, le gouvernement ayant prédit un retour de deux à quatre millions de poissons.

Nous voici, plus de 10 ans plus tard. Vous venez d'entendre des représentants officiels. Ils ont reconnu que le saumon quinnat et la truite arc-en-ciel du Fraser soulèvent de graves préoccupations, et ils ne s'attendent pas à ce que 2020 soit une grande année pour les pêches. L'an dernier, pendant que tout le monde avait les yeux tournés vers Big Bar, nous avons connu le pire retour de saumon rouge du Fraser qui ait jamais été enregistré.

Il est clair que les gouvernements fédéraux passés ont laissé tomber le saumon sauvage du Pacifique. Au moins cinq grandes commissions ont été créées au cours des 30 dernières années pour se pencher sur la disparition du saumon sauvage de la côte Ouest ou les répercussions sur celui-ci, la dernière étant la commission Cohen, qui a nécessité un investissement de 35 millions de dollars et produit 75 recommandations, dont un bon nombre des recommandations sévères ne sont toujours pas pleinement ou adéquatement mises en œuvre.

Certains témoins ont affirmé que le ministère ne fonctionne plus. Même si je ne me prononcerai pas sur la question, je dirai que le ministère reflète la volonté et le leadership politiques. Les membres du Comité sont mis au courant des problèmes auxquels le saumon

sauvage de l'Ouest fait face, et je suis sûr que vous accepteriez tous la plupart des solutions nécessaires. Avez-vous le courage politique d'apporter les recommandations sévères qui s'imposent dans votre rapport et, en tant que députés du Parlement et députés de différents partis, pouvez-vous faire front commun pour vous assurer que le gouvernement les met en œuvre?

Mesdames et messieurs, vous avez entendu assez de témoignages pour recommander clairement les mesures que le gouvernement doit prendre afin de s'attaquer aux problèmes qui touchent le saumon sauvage de la côte Ouest. Des témoins ont mentionné que l'organe politique du gouvernement doit donner à l'appareil bureaucratique une chance de s'en tirer au moyen de ressources, d'un soutien et d'un leadership audacieux.

• (1230)

Un témoin a affirmé clairement que le gouvernement doit intervenir, et il a présenté un cadre connu et clair, comme vous venez tout juste de l'entendre, pour la récolte, l'habitat et les écloséries. Premièrement, nous devrions favoriser les taux de récolte fondés sur la science et orientés vers la conservation, intervenir en cas de pêche illégale, non déclarée et non réglementée, et enquêter sur les activités menées dans les eaux internationales qui touchent notre saumon sauvage du Pacifique. Deuxièmement, nous devrions investir massivement dans la restauration et la protection de l'habitat. Le Fonds de restauration et d'innovation pour le saumon de la Colombie-Britannique — FRISCB —, le fonds pour la restauration côtière et d'autres programmes sont un bon début, mais ils ne permettent pas de régler le problème. Troisièmement, nous devrions régler les problèmes associés aux écloséries industrielles et aux élevages de saumon en cage en filet et passer immédiatement à un élevage en parc clos terrestre sécuritaire et efficient.

La RSBC appuie ces recommandations et demande au gouvernement d'investir massivement dans la conservation, la protection et la restauration des bassins hydrographiques. Pour protéger le saumon pendant son cycle de vie entier, les gouvernements doivent investir dans la cause plutôt que dans les symptômes et restaurer les bassins hydrographiques, protéger la migration des saumons et créer un habitat permanent.

Quel que soit le cadre utilisé, le gouvernement doit agir maintenant. Je vous prie de prendre des mesures qui s'imposent pour que le saumon sauvage de la côte Ouest ne subisse pas le même sort que la morue de la côte Est et d'investir pour que nos bassins hydrographiques soient les plus résilients de la planète et que le saumon, les gens et l'économie prospère dans les collectivités des bassins hydrographiques.

[Français]

Merci à tous.

[Traduction]

Le président: Je vous remercie, monsieur Donnelly. Vous avez dépassé un peu le temps dont vous disposiez, mais c'est impossible pour moi d'interrompre une personne que je respecte autant. Je salue ce que vous avez accompli.

Nous allons maintenant passer à notre série de questions. Je vous rappelle, chers invités et chers députés, de bien vouloir laisser votre système en mode silencieux lorsque vous n'êtes pas en train de parler. Cela causera beaucoup de problèmes si vous ne le faites pas.

Passons maintenant aux questions. Nous allons maintenant céder la parole à M. Arnold, pour une période ne dépassant pas six minutes; allez-y.

M. Mel Arnold (North Okanagan—Shuswap, PCC): Je vous remercie, monsieur le président.

Je remercie également les témoins de leur présence aujourd'hui. Les membres du Comité apprécient vos témoignages d'expert.

Je veux commencer par Mme Morton.

Madame Morton, vous avez mentionné la commission Cohen et l'archipel Broughton. La commission Cohen a formulé 75 recommandations. Les recommandations 18 et 19 énoncent clairement que le ministre des Pêches et des Océans doit interdire la salmiculture en filet dans les îles Discovery d'ici le 30 septembre 2020 — c'est cette année, le mois prochain —, à moins « d'être convaincu que cette pratique pose tout au plus un risque minime de préjudice grave pour la santé du saumon rouge du Fraser en migration ».

Dans votre déclaration préliminaire de ce matin, vous avez affirmé qu'il est impossible pour le ministre de prendre cette décision. Pourriez-vous nous expliquer pourquoi le ministre ne sera pas capable de prendre cette décision?

• (1235)

Mme Alexandra Morton: C'est en raison du taux élevé d'infection aux poux de mer cette année, dont les conséquences sont claires et nettes. Le MPO n'était pas présent sur l'eau cette année en raison de la COVID, mais mon équipe de recherche y était. J'ai préservé tous les poissons sur lesquels j'ai compté des poux de mer, alors s'il y a des questions au sujet de ce que j'ai consigné, les poissons sont dans le congélateur, et les gens peuvent les examiner.

Grâce aux recherches scientifiques publiées par M. Sean Godwin du MPO, nous savons que les taux de poux sur ces poissons — il y avait en moyenne neuf poux sur chaque saumon rouge juvénile — réduisent les chances de survie. Il s'agit d'un risque majeur pour une montaison de poissons qui se dirigent vers l'extinction.

M. Mel Arnold: Le problème des poux de mer est-il la seule raison qui empêche le ministre de prendre une décision, ou bien y a-t-il d'autres facteurs? Vous avez affirmé que le ministre ne sera pas capable de prendre cette décision.

Mme Alexandra Morton: Il y a d'autres facteurs. Comme je l'ai mentionné relativement aux connaissances scientifiques liées au RVP, c'est le désordre au MPO. Le ministère compte deux laboratoires dont les évaluations se contredisent complètement.

Mettons cette question de côté pour un instant et penchons-nous sur les poux de mer. Le ministre ne peut pas examiner ce qui est arrivé aux saumons rouges du Fraser cette année et affirmer que les élevages de saumon présentent tout au plus un risque minimal, car nous savons que ce qui leur est arrivé réduira leur taux de survie et que cela affecte 99 % des poissons. Selon moi, ce n'est tout simplement pas acceptable pour les Canadiens.

M. Mel Arnold: Croyez-vous qu'il existe une preuve que le risque est plus que minimal?

Mme Alexandra Morton: Oui, je le crois.

M. Mel Arnold: D'accord, merci.

Le gouvernement a promis à maintes reprises qu'il adopterait une loi sur l'aquaculture. Jusqu'ici, nous n'avons vu aucun avant-projet de loi ni entendu beaucoup parler de cette question. Il serait intéres-

sant que vous nous expliquiez ce que devrait contenir une loi sur l'aquaculture, selon vous.

Comment une telle loi améliorerait-elle la conservation d'espèces sauvages et d'habitats et offrirait-elle une meilleure certitude réglementaire et uniformité pour les exploitants en aquaculture?

Mme Alexandra Morton: Selon moi, une loi sur l'aquaculture doit d'abord et avant tout déplacer l'industrie vers les terres. Ensuite, les exploitants seront libres de prendre de l'expansion. Ils n'auront pas de problèmes de poux de mer ni de faible teneur en oxygène. Ils n'auront pas de problèmes de prolifération d'algues.

La Norvège exerce de très fortes pressions sur l'industrie afin qu'elle se déplace vers les terres. De fait, elle se prononce sur toutes les demandes d'élevage en parc clos terrestre présentées par l'industrie, car elle tente de sauver l'industrie d'elle-même. Au Canada, une loi sur l'aquaculture devrait simplement déplacer l'industrie vers les terres. Créons une industrie remarquable et durable dont nous pouvons être fiers.

L'industrie a eu 20 ans pour s'occuper du problème des poux de mer, et rien ne prouve qu'elle peut le régler. L'an dernier, il y en avait pour 80 millions de dollars en bateaux, et on a affirmé qu'on maîtrisait la situation, mais, ce printemps, 37 % des élevages dépassaient la limite de 3 poux par saumon d'élevage qui avait été fixée il y a 15 ans par le gouvernement dans le but de protéger le saumon sauvage. L'industrie ne peut tout simplement pas contrôler les poux de mer, ni ici ni ailleurs.

Une loi sur l'aquaculture devrait protéger l'industrie et la déplacer sur les terres dans des parcs clos. Honnêtement, si les trois entreprises norvégiennes qui élèvent des saumons ici, actuellement, ne veulent pas le faire, tournons-nous vers les Canadiens. Il y a peut-être des Canadiens qui veulent entrer dans cette industrie. La côte de la Colombie-Britannique ne compte aucune pisciculture appartenant à des Canadiens, mais peut-être que certains veulent en exploiter.

M. Mel Arnold: Merci.

Il me reste environ une minute.

Monsieur Snyder de la Spruce City Wildlife Association, l'association de la faune a-t-elle déjà bénéficié du programme de mise en valeur du saumon, et, le cas échéant, quelle a été l'importance de ce programme pour l'organisation et pour le rétablissement ou la durabilité des stocks de saumon?

M. Dustin Snyder: La Spruce City Wildlife Association a établi un partenariat avec le Programme de mise en valeur des salmónidés — PMBD — dès la création du programme. À un certain moment, le financement a été réduit, ce qui avait entraîné la fermeture de l'écloserie Penny, ainsi que de l'écloserie du Centre de recherche de la rivière Quesnel qui se trouvait dans cette région. Actuellement, il ne reste que Spruce City.

Pour l'instant, nous recevons du financement au titre du Fonds de restauration et d'innovation pour le saumon de la Colombie-Britannique. Toutefois, outre ces fonds, nous ne recevons aucun financement du PMVS. Nous bénéficions des services d'un conseiller communautaire qui est extrêmement dévoué à notre cause, car nous sommes la seule écloserie de la région. Malheureusement, quand nous avons besoin de conseil en matière d'écloserie, de mise à niveau ou de ce genre de chose, nous devons toujours nous adresser à des ressources de l'extérieur de la région, simplement parce que cette expertise n'est pas disponible ici. Nous ne disposons pas de ces ressources.

Et où en sommes-nous du point de vue des stocks locaux? Bien franchement, nous sommes à sec. Outre le fait qu'il n'y a aucun programme en ce moment, seule une fraction des ruisseaux de la région sont surveillés, et c'est un peu le genre de situation où, quand les gens ont quelque chose à perdre, il est vraiment facile de les faire participer et de les mobiliser. Depuis que nous avons tout relancé dans l'écloserie, il y a environ quatre ou cinq ans, avec Spruce City, c'est très intéressant et vraiment agréable de pouvoir dire aux gens qu'il y a du saumon dans la région et que les saumons passent à côté de la ville. Avant cela, encore une fois, nous avons eu tellement de pertes et les stocks ont tellement diminué qu'il n'y en a tout simplement pas assez pour que les gens les voient et se rendent compte qu'il reste encore quelque chose à perdre.

● (1240)

Le président: Je vous remercie, monsieur Snyder.

Nous allons maintenant passer à M. Hardie, pour une période ne dépassant pas six minutes.

M. Ken Hardie (Fleetwood—Port Kells, Lib.): Merci, monsieur le président, et je remercie tous les témoins de leur présence.

Madame Morton, de nombreuses installations d'aquaculture vous ont montré la porte quand vous avez tenté de découvrir ce qui se passait. Est-ce encore le cas, ou bien vous invite-t-on à entrer?

Mme Alexandra Morton: L'industrie ne m'invite pas, mais les Premières Nations le font de plus en plus afin que je les aide à s'y retrouver dans cette situation. Je passe beaucoup de temps à faire des demandes d'AIPRP, alors je lis les courriels échangés entre le gouvernement et l'industrie. Cela m'aide à prendre le pouls de la situation et à mieux aider les nations.

M. Ken Hardie: Vous affirmez que les Premières Nations vous invitent à entrer. Ont-elles un intérêt financier dans ces exploitations?

Mme Alexandra Morton: Non. Dans l'archipel Broughton, les Premières Nations n'ont jamais conclu d'accords financiers et elles ont maintenant le pouvoir de retirer les piscicultures. Elles le font. Nous aurons l'occasion de voir ce qui arrivera quand on retirera ces exploitations — nous serons le premier endroit au monde à le faire.

J'ai des nouvelles de nombreuses nations. Elles ont peut-être signé des ententes il y a des années, mais je pense qu'aucune n'en a signées qui prévoyaient qu'elles allaient perdre leur saumon sauvage: « Nous allons nous occuper de vous — vous aurez du saumon d'élevage —, mais vous allez perdre votre saumon sauvage ». Les nations, et probablement presque tout le monde, pensaient que nous pouvions avoir les deux: le saumon d'élevage et le saumon sauvage. Toutefois, ce n'est pas ce qui se passe, ni ici, ni en Norvège, en Écosse, en Irlande, aux îles Féroé ou au Chili — en fait, le Chili n'a pas de saumon sauvage —, ni dans l'Est du Canada.

L'industrie ne coexiste pas avec le saumon sauvage nulle part dans le monde, alors nous ne pouvons prendre exemple sur aucun endroit quant à la façon d'aller de l'avant à cet égard.

M. Ken Hardie: Lorsque nous examinons les problèmes que vous avez soulevés au fil du temps, dont les poux de mer, le virus RVP... En passant, le MPO affirme que l'ADN du RVP présent dans le saumon sauvage est différent de l'ADN de celui présent dans le saumon de l'Atlantique, mais nous allons l'interroger à ce sujet quand son tour viendra.

Quels autres genres de perturbations les piscicultures occasionnent-elles le long de la côte? Je veux parler de leur incidence sur d'autres espèces.

Mme Alexandra Morton: Il s'agit de la plus grande pêcherie de hareng de la côte, sans quota ni permis. Durant l'occupation des piscicultures de saumon de l'archipel Broughton par les Premières Nations, en 2017-2018, des caméras GoPro ont été installées dans toutes les piscicultures, de même qu'à Campbell River et sur la côte Ouest.

D'énormes populations de hareng se trouvent dans les piscicultures et aux alentours, et ceux-ci semblent se nourrir des fines des aliments en granulés qui sont distribués par les bras mécaniques. Il y a aussi des conséquences sur les algues, car il s'agit d'une industrie agricole qui produit d'énormes quantités d'azote et de phosphore.

Quand j'étudie le déplacement des virus qui passent des piscicultures au milieu sauvage, je constate que l'empreinte de ces exploitations est énorme. Toutes sortes de zooplanctons s'alimentent des déchets des piscicultures. Les jeunes saumons le font aussi. Les oiseaux se mettent de la partie... On peut contracter le RVP par les excréments de goélands. Il s'agit d'un terrain d'élevage et nous savons qu'il faut mettre les terrains d'élevage dans des environnements clos.

Nous ne permettons pas aux oiseaux sauvages d'atterrir dans les fermes d'élevage de poulet parce que nous craignons la propagation de la grippe aviaire. C'est la même chose pour les piscicultures. Elles amplifient la maladie, et il faut simplement les mettre dans des parcs clos.

● (1245)

M. Ken Hardie: Monsieur Pearce, à un certain moment lors de la dernière législature, nous avons eu l'occasion de discuter avec des gens qui, je crois bien, venaient de la Norvège. Nous leur avons posé des questions sur le problème des pinnipèdes là-bas, et ils nous ont dit que c'était réglé en quelque sorte. Nous leur avons demandé ce qui s'est passé; on a affiché comme un sourire et dit qu'ils sont simplement partis.

Savez-vous ce qui s'est passé?

M. Ken Pearce: Je vais vous raconter l'histoire que m'a dite Carl Walters lors d'une récente réunion...

M. Ken Hardie: Très rapidement, s'il vous plaît.

M. Ken Pearce: ... à propos des gens de *Péril en haute mer*, émission que vous regardez probablement. Ils ont remarqué une diminution de la population d'otaries de Steller dans la péninsule de l'Alaska. Ils ont jeté le blâme sur bien des choses. Carl a demandé au capitaine quel était le résultat final. Il a répondu: « Au final, nous avons besoin d'au moins 6 000 \$ de crabes dans chaque casier, et nous tirons sur toutes les otaries qui nous attaquent ».

Cela n'arrive pas sur notre côte, à moins que ce soit imprévu... parfois des gens se fâchent et éliminent celui qui sort du lot.

M. Ken Hardie: Je ne veux pas rater l'occasion de poser une question à un ancien député, qui était assis de l'autre côté de la table lors de la dernière législature et avec qui nous avons eu d'intéressantes discussions au sujet des pinnipèdes.

Vous qui êtes libre de toute affiliation politique, si l'on veut, monsieur Donnelly, que pensez-vous réellement du problème de pinnipèdes sur la côte Ouest?

M. Fin Donnelly: Merci, monsieur Hardie, de poser la question.

Il est certainement bon de revenir de ce côté de la table. C'est assez particulier de remettre ce genre de choses après un certain temps, mais je suis conscient du caractère sérieux du sujet.

Je tiens également à remercier Mme Morton de ses commentaires au sujet de la façon dont le gouvernement fédéral a géré le coronavirus au pays. J'espère que la même attention sera accordée au saumon sauvage du Pacifique.

Pour ce qui est de la question des pinnipèdes, je ne suis pas biologiste. Je crois que vous devriez vous fier aux meilleures données scientifiques disponibles pour dicter la voie à suivre. J'ose espérer que nous nous concentrerons sur les problèmes causés manifestement par l'activité humaine.

J'ai parlé de deux cadres pendant mon exposé. Le premier concerne la conservation, la protection et la restauration des bassins hydrographiques. Je pense que nous devrions mettre l'accent sur la conservation, la protection et la restauration des terres ainsi que des bassins hydrographiques que les saumons fréquentent et qui leur servent d'habitat. L'autre cadre concerne la pêche, l'habitat et les écloseries.

Quant à la question de savoir si le gouvernement va décider de tuer des animaux, je crois que cela attirera l'attention de la communauté internationale de défense des animaux et que l'enjeu politique qui en découlera sera très difficile à traiter, comme nous avons pu l'observer sur la côte Est. C'est malheureux de commencer à tuer d'autres animaux pour protéger certaines valeurs de notre communauté.

J'aimerais que le gouvernement adopte une orientation inverse et qu'il se penche sur la source du problème, soit l'habitat des animaux et leur situation dans le but d'accroître la production et d'améliorer les possibilités pour le saumon de croître sur la côte Ouest.

Le président: Merci, messieurs Hardie et Donnelly.

Madame Gill, je crois comprendre que vous donnez les trois premières minutes à Mme May. Si c'est le cas, je vais laisser Mme May commencer, puis elle donnera la parole à Mme Gill.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Merci beaucoup.

Je parlerais bien en français, mais j'ai dû me connecter au poste anglais et je sais que cela embête tout le monde. Je tiens à remercier mes collègues du Bloc québécois de me donner cette possibilité.

J'aimerais commencer avec vous, monsieur Snyder, en raison du point que vous avez soulevé au sujet de l'habitat. Plus précisément, je crois que nombre de Canadiens seraient choqués d'apprendre que les feux de forêt qui ont sévi en Colombie-Britannique n'ont absolument pas donné lieu à des efforts de reboisement. Cela me préoccupe particulièrement. Je sais qu'avec la rive fort escarpée le long

des affluents de la rivière Thompson et du fleuve Fraser — et nous observons le même phénomène sur la rivière Bonaparte —, chaque fois qu'il pleut, il y a des débris des feux de forêt survenus il y a quelques années. Je ne sais pas comment le saumon pourrait vivre parmi tout cela.

J'aimerais simplement savoir si vous avez espoir qu'un ordre de gouvernement déploie des efforts considérables pour replanter sur ces pentes des arbres qui conviendraient à l'écosystème et contribueraient à restaurer les stocks de saumon.

• (1250)

M. Dustin Snyder: La réponse courte est non. La plupart du temps, les provinces se concentrent sur le reboisement dans les forêts monospécifiques de bois marchand. C'est exactement comme vous l'avez dit. Lorsqu'il y a des hectares sans arbres, lesquels absorberaient normalement toute l'humidité sur ces pentes raides, toute cette humidité doit aller quelque part, et elle va dans le sol, puis finit par se retrouver dans l'eau.

Ces dernières années, la rivière Nicola est devenue une toute nouvelle rivière. Les frayères qui étaient là se sont déplacées de centaines de mètres, simplement à cause de la quantité de sédiments et d'autres éléments qui se sont retrouvés dans la rivière en raison du manque d'arbres aux alentours.

Mais oui, ce qu'il faut, c'est un habitat approprié pour cette région, et nous devons y planter de multiples espèces d'arbres. Il faut de la diversité. Nous ne pouvons pas simplement planter des pins et des épinettes en série.

Mme Elizabeth May: Merci.

J'aimerais revenir à notre ancien collègue Fin Donnelly.

J'aime ce que vous dites à propos d'un écosystème de bassins hydrographiques résilient où l'accent est mis sur l'habitat, et je pense que la même chose s'applique à la question des forêts.

Je ne pense pas avoir le temps de poser plus d'une question avant que Mme Gill prenne la parole.

Un autre témoin nous a parlé du bas Fraser et du nombre de digues de gestion des inondations aménagées depuis de nombreuses années. Si nous devons nous concentrer sur la gestion des bassins hydrographiques comme vous l'avez décrit relativement à la résilience, quel rôle le réaménagement de ces structures artificielles pourrait-il avoir dans la restauration d'un écosystème sain pour le saumon, selon vous?

M. Fin Donnelly: J'aimerais simplement formuler un commentaire moi aussi, puis passer à la question du bas Fraser pour donner suite aux commentaires de M. Snyder. Je pense que le reboisement est extrêmement important. Le reboisement des bassins hydrographiques est fondamental, et c'est pour cela que nous avons besoin d'un programme de restauration de l'habitat et d'un investissement considérable. La COVID-19 donne la possibilité d'embaucher et de ramener des gens au travail pour faire précisément cela, en y consacrant un investissement important.

En outre, le reboisement n'est pas bénéfique uniquement pour le saumon. Les avantages sont multiples pour les humains. Donc, pour en revenir au bas Fraser, la gestion des inondations est l'un de ces avantages. Si nous voulons réaménager ces digues pour qu'elles offrent un passage sécuritaire au saumon et que des pompes à poisson y soient installées, voici encore une possibilité de faire travailler des gens sur ce projet en période de COVID et de collaborer avec les municipalités et les Premières Nations. Les avantages sont multiples lorsqu'on règle ces problèmes. Je pense qu'il s'agit là d'une excellente façon pour le gouvernement fédéral de travailler avec le gouvernement provincial, les gouvernements autochtones et tous les autres partenaires dont j'ai parlé pendant mon exposé pour amener les gens à travailler, réinvestir dans les bassins hydrographiques et ramener notre saumon.

Mme Elizabeth May: Merci.

Alexandra Morton, je possède une reproduction de saumon rouge de 2010 au-dessus de mon bureau. Je ne vous ai posé aucune question, mais je vous remercie de votre travail.

Je dois vraiment revenir à ma collègue du Bloc québécois.

[Français]

Mme Marilène Gill (Manicouagan, BQ): Je vous remercie, madame May.

Monsieur le président, combien de temps me reste-t-il?

[Traduction]

Le président: Vous avez trois minutes.

[Français]

Mme Marilène Gill: Je vous remercie, monsieur le président.

J'aimerais saluer et remercier tous les témoins de même que mon ancien collègue, M. Donnelly. Ma question s'adresse plus particulièrement à M. Snyder.

Monsieur Snyder, vous avez parlé à plusieurs reprises du manque de données et de la nécessité d'actualiser les données. Il va s'agir d'hypothèses, c'est certain, mais j'aimerais que vous nous parliez des différences entre les données d'il y a 20 ans et celles d'aujourd'hui, plus particulièrement en ce qui concerne les recommandations qui ont déjà été faites à l'égard du saumon.

Quels changements ces recommandations pourraient-elles apporter quant à l'actualisation effective des données?

[Traduction]

M. Dustin Snyder: Les différences de données que nous observerions ne sont pas uniquement fondées sur la population, puisque nos populations étaient beaucoup plus grandes à l'époque, mais le saumon est vraiment unique en ce qui a trait à ses capacités de vagabondage. Lorsque les saumons remontent, il est vrai qu'ils retournent à leur frayère natale; toutefois, s'ils le font avec des réserves limitées, si je peux m'exprimer ainsi, s'ils manquent de réserves, ils iront ailleurs. Ce qu'ils font à ce moment-là, c'est en quelque sorte répandre leur génétique ailleurs.

À l'heure actuelle, à Big Bar, des spécialistes recueillent le stock des géniteurs en raison des possibles améliorations d'urgence. Toutefois, ils constatent que, au fur et à mesure qu'ils testent la génétique de certains de ces poissons, la certitude n'est pas aussi absolue. Nous finissons par être, disons, certains à 40 % que le poisson provient d'une certaine frayère, ou certains à 18 %. Lorsque les pourcentages sont aussi bas, on ne peut plus parler de certitude.

Ce n'est pas tout. En ce qui concerne le programme de micro-marques magnétisées codées comme indicateur de stock, celui-ci aide à évaluer le nombre de poissons qui reviennent ou l'endroit où ils ont été pêchés. À l'heure actuelle, lorsque la population est très petite, les poissons peuvent se déplacer ensemble. Ils ne s'aventureront pas nécessairement aussi loin. Ils n'ont pas besoin de chercher un grand habitat. Lorsqu'il y a un grand nombre de poissons— disons que 100 000 poissons retournent dans la région —, ces poissons vagabonderaient ailleurs et, en migrant vers l'océan, ils pourraient couvrir différentes zones.

Par exemple, à l'heure actuelle, on n'observe peut-être pas de stocks du haut Fraser dans les prises en milieu marin. Toutefois, ces stocks s'y trouvent peut-être. Le nombre de poissons est seulement très bas. Par exemple, vous ne pouvez pas prendre de poissons s'ils sont disparus, et cela ne veut pas dire que vous n'avez pas eu une incidence sur eux à un autre moment.

J'espère que cela répond à votre question.

• (1255)

[Français]

Mme Marilène Gill: Oui, je vous remercie.

Il semble que je ne dispose pas vraiment de temps pour poser une autre question, mais je vais faire vite.

Pour qu'il vous soit possible d'utiliser rapidement ces données, combien de temps faudra-t-il pour les recueillir et les mettre à jour?

[Traduction]

M. Dustin Snyder: Le saumon quinnat d'ici suit un cycle de cinq ans. Il faudra cinq ans pour obtenir les données sur un seul cycle de poissons. Encore une fois, ce projet nécessite un investissement et une surveillance à long terme.

Le président: D'accord. Merci, madame Gill.

Nous allons laisser la parole à notre collègue, monsieur Johns, pour six minutes au plus.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Merci, monsieur le président.

J'aimerais remercier tous les témoins du travail important qu'ils font pour protéger, conserver et sauver notre saumon sauvage.

Je vais commencer par mon ancien collègue et bon ami, Fin Donnelly. Je vous remercie du travail que vous faites, en tant qu'ancien député, à la Rivershed Society of British Columbia.

Monsieur Donnelly, vous avez entendu très clairement le besoin de restauration. Vous avez parlé de conservation, de protection et de restauration. Au cours de la dernière ronde, nous avons entendu parler du Fonds de restauration et d'innovation pour le saumon de la Colombie-Britannique. Les demandes ont totalisé 340 millions de dollars, mais seulement 70 millions de dollars ont été approuvés. Manifestement, le fonds est victime de sa popularité. Le besoin est immense. Devant le Comité, nous avons entendu des membres des Premières Nations parler du rejet de leurs demandes. Ils ont dit que s'ils n'étaient pas financés, au même titre que des groupes qui longent le fleuve Fraser et qui sont situés sur la côte de la Colombie-Britannique, leur saumon sauvage se retrouverait dans une situation désastreuse et son extinction serait imminente.

Pouvez-vous nous dire à quel point il est important pour le gouvernement de redoubler d'efforts à l'échelle fédérale? De quel type d'investissement avons-nous besoin à l'heure actuelle, particulièrement dans le contexte de la COVID et des plans de reprise des activités liées à la COVID, puisque nombre de ces travaux pourraient être faits maintenant dans le respect des exigences en matière de distance physique?

M. Fin Donnelly: Merci, monsieur Johns, de poser la question, et merci du bon travail que vous faites comme représentant de la côte Ouest du Canada

La question est primordiale. Nous devons agir maintenant. Le gouvernement fédéral doit prendre des mesures. Comme je l'ai mentionné dans mon exposé, il faut prendre des mesures audacieuses maintenant. Si nous n'agissons pas et si le gouvernement fédéral n'agit pas maintenant, nous serons sur le point de perdre notre saumon sauvage de la côte Ouest ainsi que notre mode de vie. Les types d'investissements dont nous avons besoin doivent le refléter. Puisque nous parlons d'argent, nous avons entre autres parlé d'un investissement immédiat de 500 millions de dollars pour le seul bassin versant du Fraser, sur les 10 prochaines années, ce qui ferait donc 50 millions de dollars par année. Même cet investissement est modeste.

Vous avez mentionné le Fonds de restauration et d'innovation pour le saumon de la Colombie-Britannique. C'est un bon début, avec 142 millions de dollars sur cinq ans, mais ce n'est pas suffisant. Vous venez de mentionner les besoins dans les différentes collectivités. Les collectivités des Premières Nations et d'autres collectivités veulent restaurer leurs bassins versants, mais qui n'ont pas pu le faire. Il faut accroître le financement.

Actuellement, l'occasion de remettre les gens au travail se présente avec la COVID. Il y a eu de graves problèmes économiques à l'échelle internationale et au Canada, en particulier sur la côte Ouest. Cela nous donne la possibilité de collaborer avec le gouvernement provincial et de nous concentrer sur la conservation, la protection et le rétablissement du bassin versant, et sur sa sécurité, pour protéger nos bassins versants, investir et, avec un leadership audacieux, pour montrer aux Canadiens qu'il s'agit d'un grave problème et que nous le prenons au sérieux. C'est similaire à Big Bar. Nous avons besoin de ce type d'investissement pour aller de l'avant.

Pour vous donner un exemple, Mme Tara Martin, de l'Université de la Colombie-Britannique, réalise un travail qui montrera que nous devons investir au moins 350 millions, de dollars seulement dans l'estuaire du Fraser, pour éviter qu'un grand nombre d'espèces ne disparaissent au cours des prochaines années. Et il s'agit seulement de l'estuaire. Si nous incluons la vallée du Fraser, qui est une autre partie importante de l'habitat du saumon du bas Fraser, nous pourrions facilement arriver à 500 millions de dollars pour les cinq à dix prochaines années, seulement pour le bas Fraser, sans mentionner les régions dont a parlé M. Snyder, dans le haut Fraser et dans beaucoup de régions des environs ainsi que des conditions océaniques dont a parlé Mme Morton. Nous avons en ce moment la possibilité de travailler avec des partenaires, d'investir dans la conservation, la protection et le rétablissement du bassin versant et de traiter ces graves menaces.

Monsieur Johns, je conclurai en disant que vous pouvez inviter les membres de notre comité à intégrer des mesures audacieuses dans leurs recommandations au gouvernement, pour le bien du saumon sauvage du Pacifique, et à vraiment travailler de concert pour encourager le gouvernement à faire ce qu'il faut faire. Nous avons

étudié cela jusqu'à l'épuisement au cours des 30 dernières années. Il est temps de prendre des mesures avant de perdre notre saumon sauvage de la côte Ouest et notre mode de vie.

• (1300)

M. Gord Johns: Merci, monsieur Donnelly.

Madame Morton, nous avons entendu le mandat de la ministre dans le cadre de la campagne. Elle a dit qu'un plan serait créé pour assurer la transition de l'élevage de saumon en enclos ouverts avant 2025. Il n'était pas question d'un plan pour créer un plan d'ici 2025 pour faire la transition de l'élevage de saumon en enclos ouverts.

Pourriez-vous faire un commentaire au sujet de la promesse que le gouvernement brise en ce moment ?

Mme Alexandra Morton: Oui, les gens perdent confiance dans le gouvernement fédéral canadien, dans ce dossier, car M. Trudeau comprend parfaitement qu'il y a un problème avec l'élevage de saumons. Il comprend que les gens n'en veulent pas, il a donc fait la promesse électorale de mettre fin à cette industrie d'ici 2025. Il a ensuite nommé une ministre de la côte Est, qui, je pense, ne se rend pas bien compte de la gravité de la situation ici, en Colombie-Britannique. Elle a commencé par dire, non, il n'était pas question d'y mettre fin; il s'agissait d'avoir un plan pour y mettre fin.

Hier, lors d'une interview à la radio, elle semble avoir changé d'avis. J'ai simplement l'impression que le gouvernement ne sait pas s'il craint plus les trois entreprises d'élevage de saumons en Colombie-Britannique ou les Canadiens qui considèrent ces saumons sauvages comme un trésor national, une sécurité alimentaire... beaucoup de choses.

C'est une mauvaise situation, et je me demande si le Canada a besoin de deux ministres. C'est un grand pays avec deux grandes côtes aux besoins très différents, fréquentées par des espèces très différentes. Je pense vraiment que nous avons besoin d'une ministre de la côte Ouest, compte tenu de la situation, ici, en Colombie-Britannique, ou du moins d'une personne au niveau de la direction régionale, dont la vie entière est consacrée à comprendre ce qui se passe avec ces poissons.

Le président: Merci, monsieur Johns.

Nous allons maintenant passer à notre deuxième série de questions. M. Bragdon a la parole pour cinq minutes ou moins, s'il vous plaît.

M. Richard Bragdon (Tobique—Mactaquac, PCC): Merci, monsieur le président, et merci à vous, les témoins spéciaux, de votre apport et des perspectives que vous présentez aujourd'hui. J'aimerais adresser mes questions à M. Pearce, pour commencer.

Le MPO a récemment fourni au Comité des réponses écrites aux questions soulevées par les membres du Comité en ce qui concerne la population de pinnipèdes de la côte de la Colombie-Britannique. Voici ce que le MPO a répondu :

L'actuelle population de phoques communs correspond aux niveaux normaux...

Les populations d'otaries de Steller dans les eaux de la Colombie-Britannique ont à peu près quadruplé depuis qu'on les recense, c'est-à-dire depuis le début des années 1970.

Êtes-vous d'accord avec ces déclarations?

• (1305)

M. Ken Pearce: Je ne suis pas du tout d'accord pour ce qui est de la population de phoques... Nous avons présenté dans notre PGIP des données historiques, selon lesquelles les populations actuelles représentent presque le double de celles qui existaient avant l'arrivée de l'homme blanc sur la côte. Selon l'étude de M. Olesiuk, on compte 105 000 phoques, et il y en avait 50 000 environ en raison de la chasse habituelle pratiquée par les Premières Nations fortes. En ce qui concerne la population d'otaries, je souscris à ces chiffres; ils posent un problème majeur.

M. Richard Bragdon: Merci.

Il est évident que la gestion active des pinnipèdes dans notre région du Pacifique peut être un outil précieux pour conserver et restaurer les stocks de saumon sauvage. Pourriez-vous nous dire à quoi ressemblerait une pêche durable de pinnipèdes, si l'objectif de la pêche est de conserver et d'aider à restaurer les populations de saumon sauvage?

M. Ken Pearce: Dans notre PGIP, nous ciblons une réduction par la pêche — et nous avons des marchés pour les produits dérivés du phoque —, une réduction de 50 % au cours des trois prochaines années. C'est un essai pour la première tranche de 10 000 ou de 15 000 afin de scientifiquement évaluer si nous sommes ou non sur la bonne voie.

M. Gord Johns: La gestion active et le retrait de certains pinnipèdes dans certaines régions précises de la côte Pacifique ont donné des résultats mesurables au chapitre des stocks naturels. La truite arc-en-ciel d'hiver en voie de disparition dans le réseau de l'amont de la rivière Willamette, en Oregon, continue de se multiplier, cette saison, après le retrait des eaux de 33 pinnipèdes, en 2019. Le gouvernement continue d'affirmer qu'il doit étudier davantage le facteur pinnipède.

Pensez-vous que les résultats concluants d'une gestion active des prédateurs dans d'autres administrations peuvent être réalisés, dans nos eaux, si nous devons adopter une gestion active des populations de prédateurs, qui ont connu une croissance incontrôlée?

M. Ken Pearce: Tout d'abord, abordons la question des études. Nous avons étudié cela jusqu'à épuisement. Nous avons dépensé des millions. Les meilleurs scientifiques des deux côtés de la frontière pointent du doigt, précisément, la consommation.

Je suis activement ce qui se passe dans le fleuve Columbia car je pense que cela s'applique au réseau du Fraser. Un comité de 23 membres s'est réuni en août pour discuter en particulier de l'abattage, et non pas de la pêche, des otaries du fleuve Columbia, et un rapport sera publié d'ici la fin de septembre. Je pense que cela devrait nous fournir une très bonne feuille de route pour aller de l'avant.

M. Gord Johns: Merci, monsieur Pearce.

Monsieur le président, ai-je le temps de poser une autre question?

Le président: Oui. Vous pouvez en poser une petite, s'il vous plaît.

M. Gord Johns: D'accord.

Cette question s'adresse à M. Snyder.

Comme vous le savez sans doute, le gouvernement fédéral a tenté de réduire le financement du programme de mise en valeur des salmonidés (PMVS) en 2017. Le PMVS fournit un soutien précieux

aux établissements d'enseignement public et aux instituts de conservation locaux de la Colombie-Britannique, au profit de notre saumon sauvage du Pacifique.

La Spruce City Wildlife Association a-t-elle tiré parti des ressources du PMVS dans le passé, et jusqu'à quel point le programme de mise en valeur des salmonidés est-il important pour les organismes locaux comme le vôtre, en Colombie-Britannique?

M. Dustin Snyder: Merci de poser la question. Ce programme est extrêmement important.

La Spruce City Wildlife Association en a tiré profit dans le passé. Cependant, il y a eu d'importantes réductions dans ce domaine, je crois, en 2012, et un grand nombre de ces ressources ont été retirées du haut Fraser. Tout notre personnel chargé de l'habitat est maintenant établi à Kamloops.

Encore une fois, nous avons un conseiller communautaire, là-bas, qui serait le seul employé chargé du PMVS entre Kamloops et la fin du bassin versant du Fraser. Regardez sur une carte; il s'agit d'une partie assez importante de la province et nous avons un seul employé chargé du PMVS. Dans la région qui va du lac Williams à Valemount-Vanderhoof, il dirige le programme Au fil de l'eau. Ce monsieur parcourt donc beaucoup de kilomètres.

Cela dit, oui, il y a bien des années, la Spruce City Wildlife Association a reçu des fonds. Nous avons reçu du soutien de ces gens, et nous avons participé à des projets d'habitat. Cependant, l'équipe de restauration des ressources établie à Kamloops est débordée. Elle doit s'occuper d'une très grande région. Même si nous voulions ou avions réellement besoin de son aide en ce qui concerne les projets d'habitat, il y aurait une longue file d'attente pour obtenir cette aide.

• (1310)

Le président: Merci, monsieur Johns.

Nous passons maintenant à M. Hardie, pour cinq minutes ou moins, s'il vous plaît.

M. Ken Hardie: Merci encore une fois, monsieur le président.

Quand nous parlions de la situation de Big Bar et des efforts à déployer pour aider à la reconstitution des stocks, l'idée que les écloséries pourraient combler le vide a suscité une réaction négative. Il y a eu des problèmes avec l'ADN, etc.

Monsieur Donnelly, nous commencerons par vous et ensuite nous demanderons à M. Snyder d'intervenir.

À quoi ressemblerait une bonne stratégie réalisable en matière d'éclosérie pour le fleuve du Fraser?

M. Fin Donnelly: Je vous remercie de poser la question, monsieur Hardie.

Tout d'abord, je ne suis pas biologiste. Je voudrais commencer par dire que mes commentaires sur les écloséries sont inspirés de ce que j'ai appris en lisant les recherches du ministère et d'autres ressources.

Vous avez soulevé la question de la diversité et de la fragilisation de la biodiversité des stocks. La capacité de ces saumons à résister aux maladies et aux autres répercussions les rend compétitifs dans l'environnement. D'après ce que je comprends et ce que j'ai lu, le modèle d'éclosérie industriel utilisé aux États-Unis ne s'est pas avéré efficace et s'est avéré extrêmement coûteux si l'on mesure l'investissement par poisson.

M. Snyder, entre autres, a mentionné — et il peut évidemment en parler davantage —, au sujet des écloseries, des écloseries communautaires, car beaucoup de ces écloseries en Colombie-Britannique, où nous avons choisi un modèle très différent, sont des centres d'enseignement, des centres de soutien communautaire. Ce sont des lieux où le programme de mise en valeur des salmonidés peut fonctionner et permettre de travailler avec les collectivités et les salles de classe. Ce sont d'excellents endroits pour construire des infrastructures dans les collectivités, pas seulement pour le saumon, mais pour les gens aussi, dans les collectivités. Je pense que le gouvernement devrait envisager ce type d'installations et examiner les répercussions et les effets qu'elles auraient.

Encore une fois, il s'agit d'essayer d'arrêter de maintenir les saumons sous respirateur artificiel... ou les truites arc-en-ciel. Je pense que c'est ce que nous devons faire; ensuite, nous devons nous concentrer sur des investissements audacieux dans l'habitat et sur certaines des causes profondes, dans nos bassins versants, là où vivent ces saumons, y compris l'océan.

C'est sur ces dossiers que le gouvernement devrait se concentrer. Encore une fois, je le répète: conserver, protéger et restaurer. Nous devons nous concentrer sur la protection de l'habitat du saumon, sur la restauration des endroits qui ont été touchés, et nous avons aussi besoin d'une éthique de la conservation pour toute la Colombie-Britannique et la côte Ouest — en fait, pour tout le Canada et le monde entier — afin de faire la transition dont nous parlons, vers un bassin versant résilient et un mode de vie résilient.

M. Ken Hardie: Monsieur Snyder, si je comprends les commentaires de M. Donnelly, que les mesures des économies d'échelle ne sont peut-être pas les paramètres à utiliser pour planifier l'exploitation des écloseries. Nous ne devons pas nous limiter à cela; nous devons prendre en considération un plus grand éventail d'avantages qui peuvent découler d'une exploitation qui, peut-être, coûte un peu plus cher, mais qui fournit de meilleurs résultats.

Êtes-vous d'accord?

• (1315)

M. Dustin Snyder: Oui, tout à fait. Je crois que ce dont nous avons besoin, surtout dans le haut Fraser, ce sont des écloseries axées sur la conservation. Le but ne devrait pas être de rassembler autant de poissons de la même taille que possible et de les relâcher exactement tous en même temps. Je crois que nous devons adopter une approche plus naturelle, pour faire en sorte non seulement que la population augmente, mais aussi que nous ne nuisons pas à la diversité, surtout compte tenu du faible volume de certaines populations.

Il y a eu des tentatives dans certaines régions, qui envisagent de relâcher le poisson en plusieurs étapes. Cela supposerait de les relâcher, de creuser de faux nids de frai ou de salmonidés dans le fleuve, de planter quelques œufs embryonnés pour qu'ils puissent se développer naturellement sans craindre les prédateurs, puis de relâcher une certaine quantité d'alevins à jeun ainsi que des alevins et des saumoneaux.

Il y a toutes sortes de choses que nous pouvons faire dans une installation pour renforcer une approche plus naturelle. Souvent, nous élevons le saumon dans un environnement qui n'a pas l'air naturel. Nous utilisons d'énormes cuves en aluminium. Il est possible d'y intégrer une partie de leur habitat, par exemple en peignant l'intérieur de diverses couleurs. Autant que possible, il faudrait éviter de déranger les poissons au moment de faire cela.

Lorsque vous nourrissez les poissons à la main — et nous l'avons fait au cours des deux ou trois dernières années —, ils finissent par devenir vos animaux de compagnie, en quelque sorte. Ils s'habituent à vous. Je me penchais au-dessus de la cuve lorsque les poissons attendaient leur nourriture, et ils remontaient tous à la surface. Ils étaient très excités, parce qu'ils savaient que c'était l'heure de dîner. L'année dernière, cependant, nous avons utilisé des distributeurs automatiques, et jusqu'au moment d'être relâchés, aucun de ces poissons ne voulait s'approcher de moi. J'étais un peu triste, mais je savais que c'était préférable pour eux.

C'est le genre de petits détails que nous devons intégrer aux écloseries axées sur la conservation. Ce n'est pas en relâchant le plus grand nombre de poissons possible que nous allons obtenir les résultats que nous voulons, comme l'a dit M. Donnelly, et cela a été démontré dans beaucoup d'installations.

Le président: Merci, monsieur Hardie.

C'est maintenant au tour de M. Calkins. Vous avez cinq minutes, pas plus, s'il vous plaît.

M. Blaine Calkins (Red Deer—Lacombe, PCC): Merci, monsieur le président.

Madame Morton, je suis très content de vous revoir au Comité. J'ai une petite question pour vous, à propos de vos commentaires sur le fait d'utiliser plutôt l'eau douce ou l'eau non salée ou l'élevage en parc clos.

Préféreriez-vous des bassins de confinement à eau douce sur terre uniquement, ou serait-ce acceptable selon vous d'avoir des enclos de confinement dans l'océan? Quel est votre avis, précisément, et quelle voie devrions-nous suivre, selon vous?

Mme Alexandra Morton: D'après mon expérience, tout ce qu'il y a dans l'océan finit par briser, alors le plus logique serait de tout faire sur terre et de construire un système sûr. Il n'est pas nécessaire d'utiliser de l'eau douce. On peut utiliser de l'eau salée. C'est aussi beaucoup plus facile de recueillir les déchets ainsi. C'est tout simplement logique de faire cela sur terre.

M. Blaine Calkins: Donc, vous n'êtes pas du tout préoccupée par la possibilité des échanges d'eau. Si on utilise un système d'eau douce, les mêmes types de contagion... Un salmonidé est un salmonidé. Quelque chose qui touche la population de saumons touchera probablement aussi la population de truites ou d'ombles. N'êtes-vous pas préoccupée par la possibilité d'une contamination croisée, ou croyez-vous qu'il serait plus facile de gérer les risques là que dans un enclos ouvert?

Mme Alexandra Morton: Cela me préoccupe beaucoup, et c'est pourquoi il faut les sortir de l'eau. Les systèmes fermés à recirculation représentent l'avenir de l'industrie et, comme ils sont fermés, les poissons ne peuvent pas en sortir.

La Première Nation des 'Namgis a mis un tel système à l'essai sur le terrain. Elle a fait des trous dans le bassin versant pour tester la perméabilité, puis elle a mis du colorant dans les réservoirs pour voir si cela allait se répandre pendant l'exploitation. C'était il y a quand même un bon nombre d'années. La technologie a beaucoup progressé depuis...

M. Blaine Calkins: Parlez-vous de l'installation près de Port McNeill? C'est bien ce dont vous parlez?

Mme Alexandra Morton: Oui, le projet Kuterra. C'est la raison pour laquelle nous...

M. Blaine Calkins: Oui, j'y suis déjà allé. Je l'ai déjà vue.

Génial. Merci d'être revenue devant le Comité.

Je vais maintenant m'adresser à M. Pearce.

Monsieur Pearce, croyez-vous, d'après ce que nous avons entendu des autres témoins... Un certain nombre d'entre eux ont dit que, pour assurer l'efficacité d'une gestion axée sur l'écosystème, où nous gérons toutes les populations... C'est une stratégie type de gestion de la population faunique, que tous les gouvernements provinciaux utilisent pour gérer leur faune terrestre. Cependant, le gouvernement du Canada, avec sa loi sur la protection des mammifères marins, met les mammifères marins à l'écart et les exclut de son approche de gestion axée sur l'écosystème.

Si nous pouvions revenir à une approche de gestion axée sur l'écosystème pour toutes les espèces de la chaîne alimentaire, de combien parlons-nous? Quel objectif devons-nous nous fixer pour rétablir un semblant d'équilibre? De combien de phoques parlons-nous, de combien d'otaries? Que recommanderiez-vous?

M. Ken Pearce: Pour l'instant, pour des raisons scientifiques, nous nous intéressons aux phoques dans le détroit de Georgia et dans la mer des Salish. Selon la plus récente étude de M. Olesiuk, datant de 2018, la population est de 105 000 sur la côte et de 48 000 dans le détroit. Nous proposons d'exploiter 50 % de la population de phoques, au maximum, puis nous étudierons les résultats. Cela devrait rétablir l'équilibre passé. Nous ne voulons pas les exterminer.

M. Blaine Calkins: Bien sûr que non.

M. Ken Pearce: Nous voulons simplement rétablir l'équilibre.

M. Blaine Calkins: Que diriez-vous aux intervenants politiques qui se déchirent la chemise à propos du rétablissement du saumon, mais qui hurlent aussi: « Ne touchez pas aux phoques? » D'après vous, quel est l'impact net des phoques sur la population de saumons?

M. Ken Pearce: J'ai deux réponses à cette question.

Premièrement, la réponse financière: nous savons qu'on dépense beaucoup d'argent sur les habitats et tout le reste. Je demanderais donc, d'abord: êtes-vous d'accord pour que les phoques dévorent 50 % de cet argent au cours de leur premier ou de leur deuxième mois dans l'océan?

La deuxième réponse, bien sûr, est que les phoques et les épaulards résidents du Sud ne sont pas compatibles, étant donné le rythme auquel les phoques consomment les saumons quinnats, la nourriture préférée des épaulards. Il n'y en a tout simplement pas assez. Vous ne pouvez pas avoir les deux; c'est l'un ou l'autre. Il faut faire un choix.

• (1320)

M. Blaine Calkins: Merci beaucoup, monsieur Pearce.

Monsieur Snyder, malgré ce que vous voyez derrière moi, j'aimerais savoir si, selon vous, les pêcheurs et les chasseurs jouent un rôle très important, voire crucial, dans la conservation des espèces de poissons et d'animaux.

M. Dustin Snyder: Oui, très important, je le crois. Je travaille surtout du côté des poissons à la Spruce City Wildlife Association, mais nous avons aussi des projets qui visent la faune. Nous suivons de très près la situation des caribous, dans la région, et d'autres choses du genre.

Encore une fois, il faut que les gens sachent ce qu'ils ont à perdre. J'ai des amis qui vivent dans la vallée du bas Fraser et, lors-

qu'ils font tout le long chemin en voiture pour venir me voir à Prince George, ils ne remarquent pas qu'ils ne voient pas un seul original de tout le trajet. En ce qui me concerne, je vais le remarquer si je me rends jusqu'à Vancouver sans voir un seul original. C'est une question d'intérêt pour l'espèce.

M. Blaine Calkins: Bien. J'ai l'impression que vous et moi sommes du genre à toujours regarder partout à l'extérieur, quand nous conduisons. Nous sommes pareils.

Je sais que...

Le président: Merci, monsieur Calkins.

M. Blaine Calkins: J'aimerais parler des chenaux de pont, monsieur le président. Personne n'a abordé le sujet jusqu'ici.

Le président: Je n'y peux rien. Ce n'est pas moi qui décide des questions ou des réponses.

Monsieur Hardie, vous avez cinq minutes.

M. Ken Hardie: Monsieur Calkins, vous pouvez poser votre question.

On ne pourra pas dire que je n'ai jamais rien fait pour vous.

M. Blaine Calkins: Merci, monsieur Hardie.

Je vais m'adresser à M. Snyder et, bien sûr, à notre vieil ami, M. Donnelly.

C'est bon de vous revoir, monsieur Donnelly.

Beaucoup de choses ont été dites sur les écloseries. Monsieur Snyder, vous avez dit qu'une grande écloserie ne serait peut-être pas efficace dans votre région, mais que de petites écloseries communautaires, peut-être... Monsieur Donnelly, vous serez probablement d'accord vous aussi. Il y a aussi les chenaux de pont.

Pouvez-vous faire des commentaires, donner l'opinion de vos groupes et organismes respectifs et des gens avec qui vous travaillez? Si, pour rétablir les stocks, les écloseries font partie de la solution, où pouvons-nous aménager plus de chenaux de pont afin que les poissons élevés en écloserie aient un meilleur accès aux chenaux de pont naturels améliorés, quand ils vont revenir, s'ils reviennent?

M. Dustin Snyder: Je vais commencer, rapidement.

Les chenaux de pont fonctionnent bien dans bon nombre de régions. Cependant, nous sommes aux prises avec un problème, présentement. Où nous sommes, il y a une grande population d'ours et une population croissante de grizzlis; avec les cuves, c'est un peu comme leur servir les poissons sur un plateau. Dans ces circonstances, je serais plus en faveur d'un habitat de pont naturel, où les poissons sont mieux à même de se défendre et de s'échapper, vivent dans l'habitat qu'ils préfèrent, au lieu d'être dans un habitat où nous les avons mis de force, si vous voyez ce que je veux dire.

M. Ken Hardie: J'aimerais intervenir, si vous me le permettez, monsieur Calkins, parce que j'ai une autre question pour Mme Morton.

Nous avons beaucoup parlé des cours inférieurs de la Colombie-Britannique, du fleuve Fraser, de la mer des Salish, etc., mais il y a eu le même genre de déclin dans le lac Meziadin, le long du fleuve Nass et de la rivière Skeena et partout ailleurs, et ce, même si les conditions dont nous avons parlé ne sont pas les mêmes qu'en aval de la province. Pourquoi?

Mme Alexandra Morton: Je sais que, en 2013, le réovirus pisciaire avait infecté 5 % des poissons de la rivière Skeena et du cours inférieur du fleuve Nass. Cependant, pour répondre à votre question, il nous faudrait un directeur des saumons sauvages. Il faut que quelqu'un utilise les outils de profilage génomique. Si vous préleviez un échantillon de tous les poissons de la Colombie-Britannique qui circulent le long de la côte, vous verriez les indicateurs du système immunitaire de certains poissons s'activer à intervalles. Vous pourriez donc cibler des endroits précis pour connaître les causes et peut-être même régler le problème. Puis, l'année suivante, on recommence pour voir si les choses se sont améliorées ou pas pour les saumons.

On pourrait chercher les réponses dans le fleuve Nass. Le profilage génomique est aussi un outil incroyablement utile dans les écloséries. Je parle du laboratoire de Mme Kristi Miller-Saunders à la Station biologique du Pacifique, à Nanaimo. Ce serait un outil extrêmement puissant pour le rétablissement des saumons sauvages, mais il n'est tout simplement pas utilisé.

M. Ken Hardie: Nous sommes impatients de pouvoir lui poser des questions à ce sujet.

Y a-t-il des endroits sur la côte qui seraient sécuritaires pour l'aquaculture en enclos ouverts?

Mme Alexandra Morton: Non. Nous avons cherché. Le problème, c'est que l'industrie est fondée sur le prix des actions, ce qui veut dire qu'il faut une croissance chaque année. L'industrie ne sera jamais satisfaite, qu'elle ait cinq, dix ou même 1 000 piscicultures. Elle en veut toujours plus, et, après avoir eu des discussions pénibles avec l'industrie il y a un certain nombre d'années, nous avons compris que les saumons sauvages et les saumons d'élevage ont besoin du même environnement. Quelqu'un a implanté l'industrie en plein dans la plus grande voie migratoire du saumon sauvage sur notre côte, et, comme on pouvait s'y attendre, les choses ne vont pas bien.

Il faut simplement tout recommencer et utiliser des réservoirs de recyclage, avec des enclos de confinement. De plus en plus de gens de l'industrie investissent dans cela à l'échelle mondiale.

• (1325)

M. Ken Hardie: Merci.

Parlons maintenant de la santé des stocks de harengs. Nous avons remarqué sur la côte Est que les harengs commencent à avoir l'air mal en point. Ils n'ont pas l'air en santé. Ils sont minces et ils ne sont pas une bonne source de nourriture pour la morue. Nous avons eu des problèmes avec la montaison, ici.

Est-ce la santé des poissons ou simplement leur nombre qui est le problème ici, madame Morton?

Mme Alexandra Morton: Les deux. Nous observons une mortalité massive chez le hareng présentement dans le détroit de la Reine-Charlotte. Je sais que le ministère des Pêches et des Océans n'étudie pas le problème, mais j'essaie de recueillir des échantillons. Il y a aussi l'industrie qui prend un grand nombre de poissons. Encore une fois, si nous avions recours à la science génomique, nous pourrions dire exactement quel est le problème. Nous ne serions plus obligés de faire des suppositions.

M. Ken Hardie: C'est tout pour moi. Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Hardie.

C'est au tour de Mme Gill. Vous avez deux minutes et demie.

[Français]

Mme Marilène Gill: Je vous remercie, monsieur le président.

Ma question s'adresse à M. Pearce.

Tout d'abord, j'aimerais vous remercier, monsieur Pearce. Il est toujours intéressant de recevoir des gens qui ont de l'expérience sur le terrain, en l'occurrence des pêcheurs. Je suis très sensible à la situation du phoque au Québec, tout comme mes amis des îles de la Madeleine.

J'aimerais parler des obstacles qui peuvent se présenter. Le projet d'exploitation de phoques que vous suggérez est assez ambitieux. Selon les données scientifiques, ce serait effectivement l'une des solutions à appliquer dans le cas du saumon.

À quels obstacles pourriez-vous devoir faire face? Comme je l'ai dit, c'est un projet ambitieux. Les pêcheurs sont-ils prêts? Il y a aussi toute la question du marché et de l'aspect international. Pourriez-vous me décrire globalement comment vous voyez les choses?

[Traduction]

M. Ken Pearce: Merci de la question. Je peux vous répondre très facilement.

Premièrement, pour l'exploitation, c'est vraiment simple. Nous avons toute l'infrastructure en place, des pêcheurs au chômage et de gros bateaux. Nous avons discuté avec les représentants de plusieurs usines de transformation, dont l'une sur l'île de Vancouver, Hub City Fisheries. Son dirigeant siège au conseil.

Il y a deux marchés. Dès le départ, le marché asiatique a réagi de façon très positive, en particulier les marchés chinois et japonais. À partir du produit, on obtient des peaux, de la viande et de l'huile, mais le marché est fermé présentement, à cause de la COVID. Nous avons fouiné dans le secteur commercial, et bingo: les pêcheurs commerciaux de crevettes et de crabes ont besoin de cinq millions de livres d'appâts pour la pêche commerciale à l'appât. Nous avons parlé à des gens de plusieurs Premières Nations qui ont utilisé ce type d'appât, et ils nous ont dit qu'il est formidable.

À mon avis, c'est la simplicité même, parce que l'infrastructure est déjà en place pour cela. Il suffit qu'on nous donne le feu vert, et nous pourrions à nouveau rétablir l'équilibre, puis évaluer la situation.

J'espère avoir répondu à votre question.

[Français]

Mme Marilène Gill: Oui, parfaitement. Je vous remercie beaucoup, monsieur Pearce.

Mon temps de parole est écoulé, monsieur le président.

[Traduction]

Le président: Merci, madame Gill.

La parole va maintenant à M. Johns. Vous avez deux minutes et demie.

M. Gord Johns: Madame Morton, je vous remercie encore une fois du travail important que vous faites pour protéger les saumons sauvages des eaux de la Colombie-Britannique.

Nous avons parlé de la Commission Cohen et d'une partie de ses recommandations. Présentement, selon le modèle actuel, le MPO est responsable de la réglementation et de la promotion du secteur. Le juge Cohen a été très clair: il y a un conflit. Maintenant, la ministre dit qu'elle va prendre des mesures relativement aux 75 recommandations de la Commission Cohen, y compris la recommandation numéro 19, qui supposerait de fermer toutes les piscicultures de l'archipel Broughton qui auraient une incidence quelconque sur les stocks de saumon sauvage. Comme Mme Morton l'a dit, nous n'avons pas les données pour cette année, mais, selon les données scientifiques des années précédentes, nous pouvons montrer et expliquer qu'il y a des conséquences graves sur les saumons sauvages en migration.

Madame Morton, pouvez-vous nous parler de la Commission Cohen et nous dire si vous croyez que le gouvernement donne véritablement suite aux 75 recommandations? Peut-être pourriez-vous aussi nous donner une note sur la mise en œuvre des recommandations?

• (1330)

Mme Alexandra Morton: Merci.

Au total, 23 millions de dollars de fonds publics canadiens ont été dépensés pour la Commission Cohen, et je crois que le juge Bruce Cohen a fait du bon travail pour ce qui est d'étudier ce que nous savons des saumons sauvages et des mesures qui s'imposent. Il a dit que, si nous voulons sauver le saumon rouge du Fraser — la Commission portait uniquement sur le saumon rouge du Fraser —, alors il va falloir fermer les piscicultures de saumon des îles Discovery d'ici septembre de cette année, sauf celles qui posent tout au plus un risque minime.

Le MPO ne m'a posé aucune question au sujet de l'infestation par le pou du poisson cette année. Il n'avait personne sur le terrain. Le juge Bruce Cohen a aussi dit qu'il est très probable que le gouvernement se soit fait prendre dans le filet de l'industrie piscicole, vu le nombre de réglemmenteurs qui passent de l'un à l'autre; travaillant tantôt dans l'industrie, tantôt au MPO, puis de nouveau dans l'industrie. Ce sont les mêmes personnes. Le MPO est devenu une composante de l'industrie salmonicole.

La Commission Cohen a été créée en 2009 en réaction aux faibles stocks de saumon, et les stocks sont présentement encore plus bas qu'à cette époque. S'il fallait donner une note au gouvernement pour les mesures prises à la suite de la Commission sur le retour du saumon, alors il n'obtiendrait pas la note de passage, parce qu'au bout du compte, la seule chose qui importe, c'est que les saumons reviennent, et ce n'est pas arrivé, tout simplement. Un nouveau creux s'annonce cette saison, encore une fois.

Je ne suis pas sûre que les gens comprennent vraiment ce qui se passe, parce qu'ils entendent dire depuis longtemps que les stocks de saumon diminuent. Mais cela mène à l'extinction, et nous en sommes tout près. Mes collègues qui travaillent dans le haut Fraser l'ont eux-mêmes constaté.

C'est un échec. On n'a pas suivi les recommandations, ni rétabli les migrations de saumon de la province.

Le président: Merci, monsieur Johns. Votre temps est écoulé. Avec un peu de chance, vous pourrez avoir un autre tour.

La parole va maintenant à M. Arnold, pour cinq minutes ou moins. Je vais surveiller le temps étroitement; je veux que tout le monde puisse prendre la parole.

M. Mel Arnold: Merci, monsieur le président.

Je vais m'adresser à M. Snyder, si vous le voulez bien.

Monsieur Snyder, vous avez dit dans votre déclaration préliminaire que le MPO continue d'utiliser le programme désuet de micromarques magnétisées codées. Je tiens pour acquis qu'il utilise cela pour ses systèmes d'évaluation et de surveillance des retours.

Savez-vous s'il existe de nouvelles méthodes ou technologies qui pourraient remplacer le système de micromarques magnétisées codées?

M. Dustin Snyder: Oui. Je répète rapidement; l'information des micromarques magnétisées codées dont je parlais est ce qu'on a utilisé pour l'écloserie de Penny, là-bas. C'est l'installation du MPO qui exécutait le programme de micromarques magnétisées codées. L'installation n'a jamais atteint son quota de poissons relâchés, alors elle ne peut pas être un indicateur officiel des stocks. À dire vrai, il y a eu des années où elle a manqué d'eau, et les poissons ont dû être transférés ailleurs et il y a eu une mortalité massive. Malgré tout, on continue d'utiliser aujourd'hui l'information provenant d'une écloserie qui a fermé il y a une dizaine d'années pour prendre des décisions.

Je sais aussi, oui, qu'il existe une méthode de marquage fondée sur la parenté, et je crois que c'est une bonne méthode.

M. Mel Arnold: Savez-vous pourquoi le MPO refuse d'abandonner le système de micromarques magnétisées codées au profit d'autres technologies, qui sont meilleures et nouvelles?

• (1335)

M. Dustin Snyder: J'ai récemment vu un exposé sur l'état du saumon par quelqu'un du MPO, et il y avait beaucoup d'images d'un rétroviseur. Le MPO se dit qu'il doit arrêter de faire cela et de regarder dans le rétroviseur. Malheureusement, je crois que ses efforts s'arrêtent là: c'est comme ça que les choses ont été faites, alors on va continuer à les faire comme ça.

M. Mel Arnold: Merci.

Au cours des quelques derniers mois, j'ai eu l'occasion de visiter une écloserie de saumon dans le système de l'Okanagan. L'écloserie a permis de rétablir les stocks de saumon rouge dans le système hydrographique de l'Okanagan, qui alimente le fleuve Columbia. Les stocks ont été rétablis pour la première fois depuis des décennies, voire depuis plus d'un siècle. À présent, les poissons arrivent à compléter leur migration jusqu'au lac Okanagan. L'écloserie a été construite sur un petit cours d'eau, à Penticton. Quand j'ai visité, ils m'ont montré ce qu'ils appellent une écloserie en boîte. C'était une écloserie fermée dans un conteneur d'expédition Sea-Can de 20 pieds.

Vous avez dit que les grandes écloseries ne sont pas une bonne solution. Croyez-vous qu'il serait possible d'utiliser de petites écloseries, ou même des écloseries portables, qui pourraient être placées sur les cours d'eau qui, comme vous l'avez dit, ont seulement une dizaine de retours chaque année, afin de rétablir les stocks? Serait-ce une solution? Je sais que l'État de Washington, aux États-Unis, les utilise, mais le MPO ne semble y voir aucun intérêt, ou alors hésite à les utiliser au Canada.

M. Dustin Snyder: Je connais bien ces écloséries, et l'Alliance des nations de Okanagan fait de l'excellent travail avec elles. Je recommanderais cependant d'apporter quelques modifications à ces écloséries, surtout puisqu'on les utiliserait pour des stocks très menacés. Par exemple, notre éclosérie a une alimentation de secours, et nous avons prévu des redondances pour toute la filtration et toutes les pompes.

Il faut aussi dire que le climat est un peu différent ici. L'année dernière, il a fait presque -47°C pendant toute une semaine. Il faut pomper énormément d'eau dans ces boîtes de conserve pour éviter que l'eau ne gèle quand il fait -47°C .

Je dirais donc que, oui, il y a du potentiel, mais il faudrait apporter quelques modifications et bien choisir l'emplacement; par exemple, on pourrait en installer à Prince George, et les géniteurs seraient amenés puis renvoyés, au lieu d'en installer dans une région vraiment reculée, parce que, s'il y a une interruption de courant, ce pourrait être très difficile d'y aller lorsqu'il y a dix pieds de neige, en février, par exemple.

M. Mel Arnold: Est-ce que ces écloséries fonctionneraient bien avec les nouveaux systèmes d'identification à l'ADN? On pourrait savoir de quel cours d'eau le parent vient et s'assurer que les œufs et les alevins qui ont éclos se rendent dans un cours d'eau précis, vu leur génétique?

M. Dustin Snyder: Oui. Nous devons vraiment raviver ce programme ici pour nous assurer que l'information génétique est exacte, mais oui, il serait possible d'utiliser ces programmes conjointement avec l'approche des « écloséries en boîte ».

Le président: Merci, monsieur Arnold.

La parole va maintenant à M. Hardie pour cinq minutes ou moins.

Allez-y.

M. Ken Hardie: Merci encore, monsieur le président.

Monsieur Donnelly, diriez-vous qu'il existe une concurrence dysfonctionnelle entre les divers intérêts des pêches, entre la pêche commerciale, la pêche autochtone et la pêche récréative? Et si oui, croyez-vous que cela nuit aux stocks?

M. Fin Donnelly: Absolument. Il y a un intérêt direct à protéger l'accès à un mode de vie, effectivement. Les divers intérêts vont aussi influencer les solutions prises en considération. Je crois qu'il faut mettre l'accent sur... C'est aussi pourquoi, encore une fois, nous insistons sur la conservation, la protection et le rétablissement du bassin versant. Nous n'allons pas trouver les meilleures solutions seulement en regardant les symptômes. Nous devons étudier les causes profondes.

Selon nous, les écloséries doivent faire partie de la solution. Comme M. Snyder l'a dit, je crois que des écloséries scientifiques et axées sur la conservation peuvent jouer un rôle dans la solution, mais il suffit de regarder ce qui se passe au sud de la frontière, en Californie, dans l'État de Washington et dans l'Oregon, pour voir que cela n'est pas une solution depuis les années 1970. Si on prend en considération les 30 ou 40 dernières années, on constate que la mise en œuvre de ce type de solutions n'a pas donné de résultat.

Nous devons faire autrement au Canada. Une véritable occasion s'offre à nous, pas seulement dans le fleuve Fraser et dans le nord du fleuve Columbia, mais aussi dans la rivière Skeena, dans le fleuve Nass et dans d'autres grands bassins versants que vous avez

mentionnés, monsieur Hardie. Nous devons prévenir les dégâts causés par le grand nombre de projets industriels. Nous devons travailler plus intelligemment et faire mieux. Nous devons protéger les habitats. Nous devons restaurer les parties endommagées des habitats, et nous avons aussi besoin d'une éthique de la conservation.

L'écosystème est la meilleure solution pour régler le problème, et c'est la moins chère. Si nous pouvons aider de quelque façon que ce soit, ce sera surtout en déployant des efforts pour rétablir l'écosystème, pour le protéger et pour le laisser faire son travail.

La question...

M. Ken Hardie: Monsieur Donnelly, j'aimerais aborder un sujet auquel vous avez fait allusion un peu plus tôt, avant de manquer de temps. Je veux parler des pressions exercées par les pêcheurs étrangers dans l'océan profond. Nous savons que les pêcheurs portugais et espagnols, en particulier, ont eu un impact sur la pêche à la morue. Que se passe-t-il dans le Pacifique? Que savons-nous des activités que les autorités ne semblent pas être en mesure de régler là-bas?

• (1340)

M. Fin Donnelly: C'est une excellente question, monsieur Hardie. Merci de la poser.

Lorsque j'étais député et porte-parole du NPD en matière de Pêches et Océans, en 2017, j'avais posé cette question au ministre des Pêches de l'époque et à sa chef de cabinet, Mme Blewett, et la réponse avait été que, même si nous avions vu le drapeau du pays qui avait lancé ses filets gigantesques tout près des eaux canadiennes, dans les eaux internationales au large de nos côtes, nous ne pouvions pas identifier le pays parce que nous n'avions pas de soutien à la table du G7 ou du G8. Donc, la solution audacieuse serait de dénoncer ces pays qui pêchent des quantités massives de nos poissons. Notre pays doit dénoncer les pêches illicites, non déclarées et non réglementées dans nos eaux.

Nous savons aussi que, même dans les eaux canadiennes, nous pourrions améliorer la récolte en employant des méthodes sélectives, comme dans le fleuve Fraser et dans bien d'autres bassins versants également. Il y a beaucoup de solutions que nous pourrions étudier en ce qui concerne les récoltes, sans parler des habitats et des écloséries.

Si le Comité doit avoir un seul impératif, je dirais que ce serait d'agir immédiatement. Des mesures audacieuses s'imposent. La plupart des témoins que vous avez entendus ont déjà mentionné qu'il existe un cadre de travail ou l'ont expliqué.

M. Ken Hardie: Rapidement, j'ai une question pour vous, monsieur Pearce. Chaque fois qu'il est question de gérer la population de phoques, les groupes d'intérêts des États-Unis partent en croisade contre nous, en disant qu'ils vont refuser d'importer nos homards à partir de maintenant, etc. Croyez-vous que nous devons laisser les États-Unis agir en premier avant de pouvoir faire quoi que ce soit?

Le président: Vous avez 15 secondes.

M. Ken Pearce: De ce que j'en sais, les Américains sont pleinement au courant du problème des pinnipèdes dans le fleuve Columbia et dans le Puget Sound. Ils ont fait leurs études, et prennent maintenant des mesures. Comme je l'ai dit plus tôt, nous attendons simplement les conclusions du groupe d'experts de 23 membres pour lancer des discussions. Ce sont les poissons, plutôt que le public, qui sont le sujet de préoccupation présentement.

Le président: Merci, monsieur Hardie.

La parole va maintenant à M. Bragdon, pour cinq minutes ou moins.

Allez-y.

M. Richard Bragdon: Merci, monsieur le président.

Je vais m'adresser à M. Donnelly, une fois de plus. J'aimerais revenir à la question de savoir si l'Initiative du bassin versant du Fraser est une initiative de la Rivershed Society of British Columbia. Est-ce que c'est un travail conjoint?

M. Fin Donnelly: Merci, monsieur Bragdon.

L'Initiative du bassin versant du Fraser a été lancée par la Rivershed Society of British Columbia, et notre but est d'encourager les gouvernements fédéral et provincial ainsi que les gouvernements des Premières Nations à faire des investissements importants. Pour l'instant, le projet est suspendu jusqu'à ce que nous puissions obtenir de nouveaux investissements.

La Rivershed Society fait aussi partie de la BC Watershed Security Coalition, et nos activités sont très axées sur la province, alors nous ne nous limitons pas au fleuve Fraser; nous cherchons à encourager les gouvernements fédéral et provincial à investir dans la sécurité des bassins versants.

J'ai mentionné plus tôt dans mon témoignage que la crise de la COVID-19 donne aux gouvernements la possibilité d'établir des partenariats pour remettre les gens au travail. Beaucoup d'emplois dans le domaine de la restauration peuvent se faire en respectant la distanciation sociale, alors ce serait possible d'investir rapidement pour que les gens puissent retourner au travail.

M. Richard Bragdon: Merci, monsieur Donnelly.

Je vois que mon collègue, M. Fast, est avec nous, alors je vais lui céder le reste de mon temps.

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci de me céder votre temps, monsieur Bragdon.

Madame Morton, merci de votre intervention passionnée. Vous avez surtout parlé des piscicultures. J'ai consulté les recommandations de la Commission Cohen et, même si le gouvernement laisse entendre qu'il a pris des mesures concrètes relativement à bon nombre de ces recommandations, il semble que ce ne soit pas le cas.

Si vous deviez choisir deux mesures critiques que le gouvernement pourrait prendre, mis à part éliminer les piscicultures dans les voies de migration les plus importantes, quelles seraient-elles?

• (1345)

Mme Alexandra Morton: Nommez un directeur régional du saumon sauvage du Pacifique, parce qu'il n'y a personne, au MPO, qui se consacre entièrement au problème de ces poissons.

Aussi, vous allez bientôt parler à Mme Kristi Miller-Saunders, alors assurez-vous de tirer parti de sa science, parce que c'est phénoménal. C'est l'outil le plus efficace que j'aie jamais vu pour la restauration du saumon. On vise directement le poisson. On peut travailler avec eux. On peut faire des changements, puis demander aux poissons: « La situation s'est-elle améliorée ou pas? »

Ce sont mes deux recommandations.

L'hon. Ed Fast: D'accord.

Vous avez entendu aujourd'hui des témoignages à propos des pinnipèdes et d'autres à propos des écloséries. Selon vous, ces questions sont-elles critiques et devons-nous les étudier, ou sont-elles plutôt secondaires en comparaison de votre principal sujet d'intérêt, les piscicultures?

Mme Alexandra Morton: Ce n'est pas que les piscicultures m'intéressent. C'est plutôt que j'ai vécu sur un territoire où on a installé des piscicultures et que j'en ai étudié les conséquences. Je crois que les écloséries posent un grave problème. Je crois qu'il faudrait augmenter le dépistage des maladies dans les écloséries.

En ce qui concerne les pinnipèdes, éliminer les prédateurs n'a jamais éliminé toutes les menaces qui pèsent sur les proies, sauf peut-être dans des contextes très précis, comme ce qui se passe probablement dans le fleuve Columbia et d'autres fleuves ou rivières de notre région. Il faut être très prudent. Si vous éliminez le prédateur de la merluche, par exemple, et que la merluche en retour commence à manger de grandes quantités de jeunes saumons, vous avez causé des conséquences inverses. C'est une approche discutable.

L'hon. Ed Fast: J'ai une question pour M. Donnelly, mon ancien collègue.

C'est bon de vous revoir. Vous et moi avons discuté plus d'une fois du déclin des populations de saumon de la côte Ouest. Je vous remercie de votre intérêt.

À propos de ce dont vous avez parlé aujourd'hui, il est question d'utiliser le marquage à grande échelle des poissons d'écloserie afin que la pêche ne vise que les poissons marqués. Il y a des offres pour des engins de pêche sélectifs. Y a-t-il d'autres mesures, mises à part celles que vous avez mentionnées, que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour s'attaquer au problème du déclin des populations de saumon?

M. Fin Donnelly: Merci, monsieur Fast. Je suis moi aussi content de vous revoir. Merci de la question.

Dans mon exposé, j'ai parlé de l'importance de la conservation, de la protection et du rétablissement des bassins versants et de la prise de mesures audacieuses. Le gouvernement fédéral doit prendre des mesures audacieuses dès maintenant. Je crois que c'est l'essentiel. Au sujet du cadre de travail dont beaucoup d'autres témoins ont parlé, j'ai insisté sur les récoltes, les écloséries et les habitats. Je crois que nous devons faire des investissements audacieux dans les habitats.

Vous avez parlé des pêches à récolte sélective. Selon moi, beaucoup de nations et de régions de la côte Ouest sont prêtes à mettre en œuvre des solutions de pêche sélective, par exemple les bourdigues ou d'autres choses du genre. Je crois que le gouvernement fédéral pourrait faciliter cela dès aujourd'hui. Il pourrait mettre cela en œuvre dans les pêches à l'essai, même dans le bas Fraser.

L'important, comme je l'ai souligné plus tôt dans mon exposé, c'est que votre comité s'entende sur la plupart des solutions. Je crois que vous pourriez vous entendre sur la plupart des solutions. Si je dis cela, c'est parce que la force vient de l'unité. Si les membres de votre comité, qui ont des valeurs et des approches différentes et qui viennent de différents partis, s'unissent et parlent d'une même voix, le gouvernement pourra difficilement faire fi des recommandations que vous formulerez dans votre rapport.

Je vous demanderais donc, monsieur Fast, d'aller de l'avant et, avec les membres du Comité, de prendre des mesures courageuses pour sauver les saumons sauvages de la côte Ouest. C'est ce dont nous avons besoin.

Le président: Merci, monsieur Fast.

La parole va à nouveau à M. Hardie, pour cinq minutes ou moins.

M. Ken Hardie: À dire vrai, je ne m'attendais pas à ravoir la parole. Je crois que, si Mme May a une ou deux questions qu'elle aimerait poser dans le peu de temps qu'il nous reste, je vais lui céder du temps.

Le président: D'accord. La parole va à Mme May pour deux ou trois minutes. Il ne reste plus beaucoup de temps.

Mme Elizabeth May: Merci, monsieur le président, et merci aux témoins.

Merci beaucoup. J'essaierai d'être brève.

Aux témoins, je vous montre une nouvelle fonction. J'appelle cela « baisser le micro »; nous avons tendance à oublier de remettre le son.

Je veux poser une brève question à M. Donnelly. Je suis tout à fait d'accord avec vous, monsieur Donnelly, en ce qui concerne l'unité. S'il y a bien une question qui transcende les lignes de partis, c'est celle de sauver le saumon sauvage. Ce poisson fait vraiment partie de notre vie, ici, en Colombie-Britannique.

Pour ce qui est de la hiérarchie des priorités... Vous venez tout juste de dire que vous croyez que nous pouvons arriver à un consensus. Je ne vais pas vous demander sur quels points vous croyez qu'il n'y a pas consensus — c'est délicat —, mais je vais vous demander ceci: quelles seraient selon vous les mesures audacieuses et prioritaires les plus importantes que tous les députés présents à notre table virtuelle pourraient endosser à 100 %?

• (1350)

M. Fin Donnelly: Merci, madame May.

Je crois que nous pouvons en arriver à un consensus sur le cadre. Ainsi, en termes simples, notre organisme parle de conserver, protéger et restaurer le bassin versant. Je crois que les Canadiens tiennent à conserver le mode de vie de la côte Ouest. Ils veulent que le saumon de la Colombie-Britannique vive encore longtemps. Comme plusieurs témoins l'on déclaré, nous sommes au bord du précipice. Nous devons protéger les bassins hydrographiques, l'habitat du saumon. Nous devons faire des travaux de restauration dans ces régions. Que ce soit le bas Fraser, le haut Fraser, le rivièrè Skeena, la rivièrè Bulkley, la rivièrè Nass ou sur l'île, nous devons restaurer là où nous avons causé des dommages en raison de projets industriels ou d'habitats humains. Nous savons maintenant que les investissements dans les bassins versants auront des retombées positives non seulement pour le saumon, mais aussi pour les gens. Je crois que, pour les membres du Comité, ces régions sont très importantes et représentent un bon emploi de l'argent des contribuables.

Une autre question très importante est que les Canadiens veulent que les membres du Comité et du gouvernement agissent prudemment lorsqu'il est question de leur argent et des investissements. Le gouvernement fédéral pourrait jouer un rôle auprès des gouvernements provinciaux, des gouvernements autochtones, du secteur privé, de l'industrie de la pêche, des pêcheurs et des organismes communautaires. Il serait possible de tirer parti des investissements du

gouvernement fédéral et de les septupler grâce aux investissements de contrepartie ou aux investissements d'autres entités. Je crois que c'est là...

Mme Elizabeth May: Monsieur Fin, pardonnez-moi, je voudrais rapidement ajouter quelque chose.

Nous savons que nos collègues libéraux se sont engagés à planter des millions d'arbres. Cela n'a pas encore été mis en oeuvre. Avez-vous une idée de la façon dont nous pourrions nous assurer de la coopération entre le gouvernement fédéral et provincial pour réellement planter le type d'arbre écologiquement adapté afin de stabiliser les pentes?

M. Fin Donnelly: Absolument. Merci de votre question, madame May.

Comme je l'ai mentionné, Rivershed fait partie de la BC Watershed Security Coalition. Nous avons fait une enquête dans le secteur, et les représentants de 145 projets ont dit d'une seule voix qu'ils pourraient aisément mettre en oeuvre, dans un délai de trois à six mois, pour plus de 20 millions de dollars de projets, seulement pour ces projets, si un petit investissement était fait. Il s'agit du genre d'action rapide que le gouvernement pourrait mettre en oeuvre avec des organismes communautaires, les organismes autochtones et les municipalités qui sont prêts.

On peut planter des arbres et faire des travaux de restauration dans plusieurs bassins hydrographiques de la Colombie-Britannique avec de petits montants, des montants ciblés. Alors, bien évidemment, vous auriez à examiner de quelle façon vous pourriez faire un investissement important pour le pays.

Mme Elizabeth May: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, madame May.

Nous donnons maintenant la parole à Mme Gill, pour deux minutes et demie, pas plus, s'il-vous-plaît.

[Français]

Mme Marilène Gill: Je vous remercie, monsieur le président.

Monsieur Pearce, j'aimerais m'adresser à vous de nouveau. Je vais inverser ma question, ce qui permettra peut-être une autre réponse.

Vous avez dit qu'il n'y avait pas vraiment d'obstacle. Il y aurait donc un marché et des possibilités. Des pêcheurs peuvent prélever la ressource. Alors, à votre avis, quel est le problème?

Il y a un consensus selon lequel on pourrait déjà mettre en oeuvre une partie de la solution en ce qui concerne le saumon. Quel est l'obstacle?

• (1355)

[Traduction]

M. Ken Pearce: Je ne suis pas sûr... Vous avez coupé.

Pouvez-vous rapidement répéter la question?

[Français]

Mme Marilène Gill: Je disais qu'il y avait un consensus parmi les intervenants relativement au prélèvement de la ressource que sont les pinnipèdes pour régler, dans une certaine mesure, la question du saumon.

S'il n'y a aucun obstacle relatif au marché ou aux chasseurs et aux infrastructures disponibles, qu'est-ce qui fait que cela ne fonctionne pas? On aurait une solution partielle à court terme.

[Traduction]

M. Ken Pearce: Si je comprends correctement votre question, la solution est déjà en place. C'est en raison de l'infrastructure de la flotte commerciale professionnelle et de toutes l'infrastructure l'appuyant. Le marché est en place, mais il doit faire ses preuves. Je sais qu'il y a un quota de 400 000 sur la côte Est et qu'ils ont eu de la difficulté à le respecter en raison de l'absence de marché. Donc, jusqu'à ce que nous soyons prêts et que les essais commencent, nous n'aurons pas de réponse définitive.

[Français]

Mme Marilène Gill: S'il n'y avait pas d'obstacles, quelle aide pourrait-on apporter aux pêcheurs de phoques?

[Traduction]

M. Ken Pearce: Cette aide crée des emplois, et ces emplois [Difficultés techniques]. Je m'excuse. L'interprétation s'est interrompue. Je n'ai pas compris clairement votre question. Mes excuses de la côte Ouest aux anglophones...

Le président: Je vous prie de m'excuser.

Merci, madame Gill.

C'est maintenant au tour de M. Johns, pour deux minutes et demie, puis nous allons conclure.

[Français]

Mme Marilène Gill: Je vous remercie.

[Traduction]

M. Gord Johns: Merci, monsieur le président.

Ma question est de nouveau pour madame Morton.

Madame Morton, vous avez parlé de l'État de Washington et des mesures pour la gestion des élevages de saumon. Nous avons vu la fuite à l'île Cypress et la façon dont l'État de Washington a réagi. Nous avons eu une fuite pendant le temps des fêtes à l'île Robertson, au nord de l'île de Vancouver. Nous avons vu comment le Canada a réagi. Pouvez-vous faire une comparaison et nous parler de la façon dont le Canada a réagi aux évasions, au pou de mer et au réovirus pisciaire qu'on retrouve dans les piscicultures à enclos ouverts?

Mme Alexandra Morton: Essentiellement, le Canada ignore le problème, alors que l'État de Washington a saisi le taureau par les cornes. Il a adopté une loi qui retire l'industrie de l'océan afin d'arrêter l'élevage de saumons de l'Atlantique, et plus important encore, de mettre un terme à la propagation du réovirus pisciaire, un virus transmissible par le sang, qui entraîne la rupture en masse des globules rouges chez le saumon quinnat.

De plus, l'État de Washington démantèle bien évidemment les barrages. Il s'est vraiment engagé envers les saumons sauvages. Il

l'a prouvé sur plusieurs fronts. Le Canada n'a aucune volonté d'aider ses saumons sauvages et nous voyons maintenant ces énormes effondrements.

M. Gord Johns: Vous avez parlé de créer un poste de directeur des saumons sauvages, voire même d'un ombudsman, quelqu'un qui est indépendant du gouvernement et qui donnerait au gouvernement une analyse impartiale — potentiellement quelqu'un comme Mme Kristi Miller-Saunders. Pouvez-vous expliquer en quoi cela est important?

En ce moment, nous avons le Conseil des leaders des Premières Nations de la Colombie-Britannique, des organismes comme celui dont fait partie M. Donnelly et la Fondation du saumon du Pacifique qui demandent tous au gouvernement de retirer les saumons des élevages à enclos ouverts. Pouvez-vous nous dire pourquoi il est important de défendre cette position et ce que cela nous apporterait?

Mme Alexandra Morton: Les stocks de saumon fluctuent énormément. Certains s'effondrent et d'autres sont soudainement gros, et nous n'avons aucune idée de la raison. Les gens comptent les saumons de façon différente le long de la côte. Il n'y a pas de système uniformisé. À moins qu'il y ait un plan détaillé... Par exemple, le directeur devrait tout de suite aller voir tous les bassins hydrographiques pour découvrir ce qui se passe: prendre les outils scientifiques, demander à ce que tout le monde compte et mesure les paramètres environnementaux de la même façon et fournir les données aux modélisateurs. Alors, le chaos commence à s'effacer et vous comprenez ce qui se passe. C'est absolument essentiel. Il s'agit d'une des recommandations de la Commission Cohen.

Vous devriez avoir quelqu'un, au MPO, dont la tâche consiste exclusivement à comprendre pourquoi certaines populations de saumon s'effondrent, alors que d'autres se portent bien, afin que nous puissions voir ce qui fonctionne. J'étais membre du comité sur la santé du poisson du MPO, cet hiver, et je peux vous assurer que personne, au sein du MPO, ne se consacre à l'étude de l'état du saumon sauvage du Pacifique.

• (1400)

Le président: Merci, monsieur Johns. Cela met fin aux questions de la séance du Comité pour aujourd'hui.

Je voudrais remercier tout spécialement nos invités pour leurs exposés d'aujourd'hui et pour avoir répondu aux questions de tous les membres. Un grand merci également aux membres du Comité pour avoir contribué à faire de cette séance une des plus instructives que nous ayons eue depuis un moment, je crois, en ce qui concerne le saumon du Pacifique.

Merci à notre greffière, à nos analystes, à nos interprètes et à tous ceux qui font en sorte que nous puissions nous réunir aujourd'hui de cette façon.

Je suis impatient de tous vous revoir jeudi. Prenez soin de vous.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>